

T 2137 - 699 - 10,00 F  
3792137010003 06990

hebdo  
DOSSIER "ÉLECTIONS"  
PORTRAIT DE P. JUQUIN

monde

# Vertaire

ISSN 0026-9433

la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°699 JEUDI 17 MARS 1988 10,00 F



NON AU  
SERVICE  
T.U.C  
OBLIGATOIRE

### MEUTRES DU BRABANT

Derrière  
les « Tueurs fous »,  
l'extrême droite  
et le spectre  
de la raison d'Etat.

PAGE 9

### INTERVIEW DE LA BUNTE LISTE

Quand les curés  
montent à l'assaut..  
des « hérétiques »  
sont menacés  
de prison en R.F.A.

PAGE 7 ET 8



### CRÉDIT AGRICOLE

Balladur privatise :  
encore des cadeaux  
aux « copains »...  
aux dépens  
des paysans.

PAGE 5

### TERRITOIRES OCCUPÉS

Le plan Bush capote.  
Pendant que  
les bourgeois  
négocient,  
l'occupation  
s'éternise.

PAGE 10

F°P. 2520



# communiqués éditions

### LILLE

Le programme de la « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouchoux, chaque vendredi de 21 h à 23 h, sur Radio-Campus (99,6 MHz) est le suivant : vendredi 18 mars, « Interview d'une militante du G.F.E.N. (Groupement français d'éducation nouvelle) » ; vendredi 25 mars, « Quelle alternative face au vote ? », analyses et propositions anarchistes.

### LILLE

La bibliothèque de prêt du Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux compte désormais plus de 700 titres. Un catalogue a été publié. Il est disponible aux heures de permanence.

### AIX-EN-PROVENCE

La liaison d'Aix-en-Provence tient une table de presse chaque jeudi de 12 h 30 à 17 h, dans le hall d'entrée de la faculté de sciences humaines.

### ANGERS

Le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste organise une conférence-débat publique, le jeudi 17 mars, sur « La grande pauvreté en France », avec Pierre Martial, auteur d'un livre sur le sujet. Film à 20 h : « Affreux, sales et méchants » de Marco Ferreri. Conférence-débat, à 21 h 30, à la salle Daviers, 5, boulevard Daviers à Angers.

### TOURS

Le groupe de Tours de la Fédération anarchiste organise un meeting le 22 mars, à 20 h à la faculté de Lettres. Le thème en sera : « Agir au lieu d'élire, comment ? », seront présents des camarades ayant participé aux luttes de 1986 (étudiants, instituteurs, postiers).

### TOULON

Le groupe région toulonnaise tiendra un stand au 3<sup>e</sup> Festival du Livre, les 11, 12 et 13 mars, salle Gérard-Philippe à la Garde. Conférences sur : le roman historique, la Révolution de 1789 en Provence, etc. Des expositions et des spectacles sont prévus au programme (entrée libre).

### VAUCLUSE

Une liaison est en création dans la Vaucluse, les sympathisants désirant entrer en contact avec celle-ci peuvent écrire aux Relations intérieures, qui transmettront.

### CHARTRES

Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tiendra une permanence à partir d'avril. Cette permanence aura lieu le 2<sup>e</sup> mercredi de chaque mois au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait à Chartres, de 20 h 30 à 22 h 30.

### « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Les n° 47 de « Contre vents et marées » est sorti ; il est possible de se le procurer en écrivant à « Contre Courants », La Lachère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Le prix est de 2 F le numéro, et l'abonnement de 50 F par an.

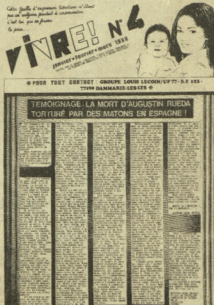


### CARTES POSTALES

A l'occasion de la sortie du n° 2 d'« Itinéraire » consacré à Sacco et Vanzetti (30 F l'exemplaire, abonnement : « Itinéraire », 1 bis, avenue Emile, 77500 Chelles), et en soutien à cette revue, quatre cartes postales se rapportant à l'affaire viennent de voir le jour. Elles sont en noir et blanc, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 3 F l'unité. Rappelons que pour la parution du 1<sup>er</sup> numéro d'« Itinéraire », c'étaient neuf cartes postales en couleurs sur la presse de la révolution espagnole qui furent éditées et sont encore disponibles aux prix de 4,50 F l'unité.

### « VIVRE »

Le micro-journal trimestriel « Vivre ! » n° 4 du groupe Louis-Lecoq de Melun est paru. Deux pages sont consacrées à l'Espagne (événements de Vitoria et soutien aux compagnons emprisonnés), les deux autres sont composées d'informations régionales, nationales ou internationales. Son prix est toujours à l'appréciation du lecteur. Disponible à la librairie du Monde libertaire, on peut aussi le commander à : Groupe Louis-Lecoq/U.P. 77, B.P. 123, Dammarie-les-Lys.

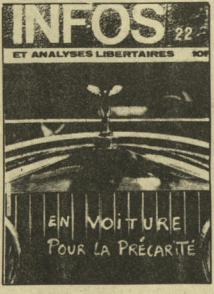


### « HUMEURS-NOIRES GRAFFITI »

« Humeurs-Noires Graffiti » n° 3 est paru, au sommaire : les anarchistes et les élections, les mouvements sociaux, le revenu social garanti, les lycéens face aux élections. Il est possible de se le procurer pour 3 F, l'abonnement annuel est de 30 F, à A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul.

### « INFOS »

A partir d'aujourd'hui, le n° 22 d'« Infos » est dans les rayons des librairies perpignaises. L'éditorial ouvre sur : le mélange détonnant du « fric » et de la politique. Velouté sous le regard, râpé à souhait dans le gosier, à avaler frais ou à déguster quand on est chaud, voilà « Infos » dans les boutiques. Dix balles et on repart vite fait bien fait avec le canard sous l'bras. Mais où le trouver « vain Dieu » ? Mais à la librairie du Monde libertaire... Bon sang, mais c'est bien sûr !



### « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le n° 14 d'« Alternative libertaire 49 » est paru. On peut se le procurer contre deux timbres à 2,20 F. On peut aussi s'abonner pour 25 F pour 4 numéros, chèque à libeller à l'ordre de A.D.E.I.R. et à envoyer à : Groupe F.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers.



# communiqués

### TOULON

Le groupe région toulonnaise organise, vendredi 15 avril à 20 h 30, à la salle Mozart, à Toulon un meeting anti-électoral : « Agir au lieu d'élire », avec Yves Peyraud. Il y aura une table de presse.

### LILLE

Le groupe Humeurs-Noires organise un meeting anarchiste anti-électoraliste samedi 19 mars, à partir de 14 h, à la mairie annexe du Vieux-Lille, place Louise-de-Bettignies.

# éditions

### AFFICHES

Deux nouvelles affiches viennent de paraître. Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire aux prix de 5 F l'unité ; de 1,20 F à partir de 10 exemplaires ; et de 1 F à partir de 50 exemplaires.



### DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

CANDIDATS: ILS VOUS PROMETTENT LA LUNE.  
ELUS: ILS DEVIENNENT LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES DES COLLEGES ECONOMIQUES, ET DES INEGALITES SOCIALES.  
L'URNE CERCEUIL DE VOS ILLUSIONS

### AGIR AU LIEU D'ELIRE

Fédération anarchiste  
145, rue Amelot 75011 PARIS

### Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

# sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Social : Le service T.U.C obligatoire, Trois jours pour un revenu garanti, Editorial — PAGE 4, Luites : Expulsions, Prisons, Roberto Gémignani, Chausson, Ecole normale — PAGE 5, Social : Grève aux P. et T., Crédit Agricole, Nom de Dieu — PAGE 6, Société : Mario Ines Torres, Nouvelles du front, Amis lecteurs, Ça bouge au Museum — PAGE 7, Dans le monde : La chasse aux hérétiques en R.F.A. — PAGE 8, Dans le monde : La chasse aux hérétiques en R.F.A. (suite de la page 7), Estonie — PAGE 9, Informations internationales : Belgique, stratégie de la peur — PAGE 10, Informations internationales : Nouvelles du Mexique, Dans le monde : Palestine — PAGE 11, Expressions : Xabier Aguirre expose, Notes de lecture, « Revue de presse », Cinéma — PAGE 12, Politique : Pierre Juquin nous promet la planète Marx.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :  
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél : (16.1) 48.05.34.08

## Abonnez vous !

### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse



CHÔMAGE

« Service T.U.C. Obligatoire »

DEPUIS quelques temps, nous assistons à une remise en cause de nos conditions de travail, de nos conditions de vie (salaires, Sécurité sociale...).

Malgré les faibles réponses et quelques luttes (notamment l'hiver dernier), la lutte des classes est bien présente, mais la balle est dans leur camp.

Vive le S.T.O.

(Service T.U.C. Obligatoire) !

Par le décret du 22 septembre 1987, Séguin instituait des nouvelles procédures de radiation.

CHOMEURS, danger! radiation

23 mars

REVENU GARANTI AU MOINS EGAL AU SMIC

L'A.N.P.E. peuvent désormais radier des listes des demandeurs d'emploi toute personne qui : ne répond pas à une deuxième convocation ; refuse un emploi ; refuse



une formation ; montre une absence ou une insuffisance notable (!) d'actes positifs (!) de recherche d'emploi.

Séguin cherche de plus en plus à accélérer ces procédures, par une circulaire du 27 janvier 1988 au directeur général de l'A.N.P.E. se plaignant que « nombre d'organismes de stages T.U.C. rencontrent des difficultés pour recruter des stagiaires. (...) Or de deux choses l'une, ou ces jeunes sont à la recherche d'un emploi et à défaut ils devraient prendre un stage T.U.C., ou bien il ne sont pas réellement demandeurs d'emploi et il faut les radier ».

Le directeur général de l'A.N.P.E. appuie cet ordre en demandant aux chefs d'agence « d'appliquer sans état d'âme et avec la plus grande rigueur ces instructions relatives aux radiations ».

Séguin tient donc à casser les réticences de milliers de chômeurs à accepter ces propositions de précaires. Cette volonté de précariser est d'autant plus réelle que chaque direction régionale de l'A.N.P.E. se fixe des objectifs de radiation pour l'année en cours, département par département.

A titre d'exemple, la direction régionale de l'Ile-de-France à fixé pour le 92, 1 500 radiations pour l'année 88. Les mesures ont aussi pour fonction de diminuer artificiellement le nombre de demandeurs d'emploi (moins de chômeurs ça fait bien pour les élections qui approchent), de baisser la durée moyenne du chômage, et de diminuer les revenus des chômeurs par la mise au travail forcé de ces derniers en les obligeant à accepter des stages qui ne sont que des boulots sous-payés.

C'est aux « Trois jours pour le revenu garanti » (voir encadré) que les associations de chômeurs et précaires présentes ont décidé de réagir de manière coordonnée et de lancer une première dynamique nationale (depuis la manifestation nationale de 1985), qui, nous l'espérons, en engendrera d'autres.

Ne voulant pas rester sur la seule défense des « acquis », les associations présentes au « Trois jours » ont décidé de passer à l'offensive » et de se battre contre toute forme de radiation, pour une réelle couverture sociale et l'accès aux soins étendu à tous, contre le travail forcé, ainsi que de commencer à amener la revendication du revenu minimum garanti au moins égal au S.M.I.C.

Beaucoup d'associations de chômeurs et précaires tombent d'accord sur le fait que nous ne pouvons plus penser actuellement à une société de plein emploi. Le patronat a besoin d'un volant important de chômeurs, de main-d'œuvre précaire et corvéable à merci, et, ce ne sont pas les pleurnicheries de nos gouvernants et politiciens sur le chômage et la sortie du tunnel qui nous tromperont. Aussi, revendiquer le plein emploi, le droit au travail, la diminution du

temps de travail (non pas pour un mieux-vivre mais pour créer des emplois) peut entretenir des illusions sur la nature du système.

Si les patrons nous licencient, ne nous « filent » pas de boulot, au moins faut-il qu'ils nous donnent de quoi vivre décemment ! Et peut-on vivre décemment avec rien (sans-emplois non indemnisés, chômeurs en fin de droits...), 1 250 F (T.U.C., indemnités d'insertion des 16-25 ans), 1 500 F (Stages modulaires), 1 935 F (P.I.L.) ou même avec 2 500 F ou 3 000 F ? Déjà, il ne nous apparaît pas que le S.M.I.C. nous permette de vivre décemment.

La revendication « avec ou sans travail, revenu garanti au moins égal au S.M.I.C. pour tous » est donc apparue à nombre d'associations comme primordiale. De plus, elle peut-être unitaire : autant entre les associations de chômeurs charitables et les associations de lutte, qu'entre les chômeurs et les travailleurs actifs. Bref, cette partie du mouvement des chômeurs et précaires, pose une question qui est loin

d'être tranchée dans le mouvement ouvrier ; le débat est donc ouvert.

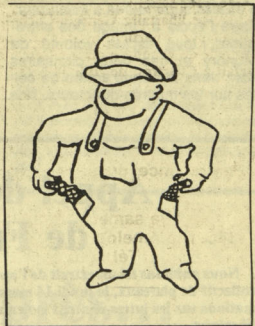
Au-delà de la campagne contre les radiations, c'est par conséquent la question du revenu garanti qui se pose. Celui-ci permettrait, entre autres d'améliorer considérablement nos conditions de vie, mais aussi de rendre caduc tout chantage (radiation) et toute proposition de boulot ou de stage sous-payé.

Développer les luttes

Aujourd'hui, beaucoup d'associations sont conscientes que les « représentants » nationaux et légats des chômeurs comme le Syndicat des chômeurs de Pagat, la Fédération nationale des chômeurs (F.N.C.) et la Coordination nationale des associations d'aide aux chômeurs par l'emploi (C.O.R.A.C.E.) sont, ou sont devenus, des institutions intégrées au fonctionnement du système capitaliste, des organismes gestionnaires (formation, placement...) largement subventionnées par l'Etat, n'ayant aucun caractère de lutte et pas, ou peu, de fonctionnement interne réellement démocratique.

S'il n'est pas envisageable à court terme de structurer une nouvelle organisation nationale, les dynamiques lancées (contre les radiations, pour le revenu garanti...) vont, dans un premier temps, permettre l'unité dans les luttes, à la base, autour de ces revendications et dynamiques de luttes, pourra permettre de jeter les bases d'un nouveau et réel mouvement de lutte.

PIERRE (Gr. de Tours)



Trois jours pour un revenu garanti

LES « Trois jours pour un revenu garanti » se sont tenus les 12, 13 et 14 février à Paris à l'initiative d'une association parisienne : l'A.C.P. (l'Association des chômeurs et des précaires) qui édite le journal Cash. La journée du 12 février, destinée aux associations et militants, permit de faire un tour d'horizon de la réalité associative et militante ainsi que d'aborder des réflexions sur le chômage, l'emploi, le travail et la ou les dynamiques à privilégier à un niveau national, comme la question du revenu garanti au moins égal au S.M.I.C.

La journée du 13 février fut consacrée à des interventions extérieures : un militant associatif (A.T.D. quart-monde), des militants syndicaux (C.F.D.T.-A.N.P.E., F.G.S.O.A. ouvriers agricoles), un juriste, un économiste et des sociologues. Chaque intervention était suivie d'un débat. La journée du 14 février fut ensuite consacrée à des problèmes plus pratiques, de mise en place d'une dynamique nationale autour du revenu garanti, de coordination des associations...

Il a été décidé, dans un premier temps, de centraliser toutes les informations juridiques (recours contre les radiations, droits...), de réaliser un journal périodique de lutte et de propagande (accessible à tous), de continuer à entretenir un journal de débat abordant les problèmes de fond, et de réagir collectivement et de manière coordonnée à la circulaire Séguin. Une journée nationale d'action a donc été décidée pour le 23 mars. Une affiche nationale sera tirée ainsi que le premier numéro du mensuel d'intervention pour le revenu garanti : Illico (1).

Nous ne pouvons donc que nous réjouir de cette initiative qui, après celle de la réunion de Sedan en février 1987, tente de relancer un réel mouvement de chômeurs et précaires sur le terrain des luttes.

P.

(1) Pour se procurer Cash et Illico écrire à A.C.P., 53, avenue des Gobelins, 75013 Paris.

Editorial

Ce n'est pas une hirondelle qui fait le printemps. Ce sont de vieux corbeaux qui, aujourd'hui, s'acharnent à nous le préparer, polissent et repolissent, sans même le faire briller, le même programme morose. Leur printemps entérine, dans la même gestion républicaine, le même pouvoir de la richesse, le même culte du pouvoir, le maintien de la même misère. Les uns font briller la « sécurité » musclée, astiquent le racisme, crissent et barrant sur tous les tons le vieil air de l'ordre nouveau. Les autres polissent l'humanisme bon teint, arrosent de leurs larmes les millions de pauvres, réchauffent en leur sein les « bons » immigrés, et ils ont les trilles du rossignol pour promettre la rigueur, encore la rigueur, toujours la rigueur... C'est triste, c'est ennuyeux, c'est vide d'espoir et lourd de menaces. Ce n'est sûrement pas ainsi que le peuple conçoit le printemps.

Leur printemps, bien sûr, est pour demain. Pour l'heure, le temps est à la grêle. Sale temps pour les jeunes chômeurs, soumis désormais au « Service T.U.C. Obligatoire ». Corbeaux, dites-nous pour qui doivent-ils voter ? Pour la gauche qui a créé les T.U.C. ou pour la droite qui les a rendu obligatoires ? Plus sale temps encore pour les jeunes qui n'avaient pas d'emploi, guère d'autre recours que la fauche, et même pas la peau blanche. Ceux-là, qui doivent-ils remercier ? Ceux qui ont ouvert les camps de rétention et décapé les peines de prison, ou ceux qui, aujourd'hui, prévoient de les expulser par charters, à défaut de wagons ? Temps mortels, enfin, pour les militants basques et corses, morts ô combien accidentellement cette semaine ; pour les militants d'Action Directe, assassinés à petit feu sous les insultes et les mensonges. Et, au-delà d'eux, temps lourds de foudre pour tous ceux qui luttent et lutteront pour un autre printemps. Mais peut-on vraiment empêcher une saison d'arriver ?



## EXTRADITION

## Roberto Gemignani : continuons !

**A**LORS qu'une cinquième demande de mise en liberté va être portée devant la Cour d'appel de la Chambre d'accusation de Paris, notre camarade Roberto Gemignani est toujours sous écrou extraordinaire dans une cellule de la prison de Fresnes. Nous devons donc accroître notre mobilisation, qui ne doit pas s'arrêter aux dernières initiatives.

Vendredi 4 mars, un meeting à l'A.G.E.C.A., auquel la Fédération anarchiste appelait a permis à la centaine de personnes présente de prendre connaissance de l'urgence de la situation de Roberto, qui en est à la dernière phase juridique contre son extradition, l'appel devant le Conseil d'Etat.

Dans le cadre de la journée internationale d'action, un rassemblement d'une centaine de personnes s'est tenu le dimanche 6 mars à la gare de Lyon. D'autres manifestations ont eu lieu à Marseille et à Toulon (voir ci-dessous).

En Italie, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant l'ambassade de France. Une

conférence de presse s'est tenue ainsi qu'un concert de soutien et une émission de radio sur Onde

**Meeting  
le 4 mars  
20 h 30  
à l'A.G.E.C.A.**



**Journée  
Internationale  
d'action  
le 6 mars**

Rouge, la station autonome de Rome. Des rassemblements se sont formés également devant les consu-

lats de Venise, de Bologne, de Livourne. Enfin, La Fédération anarchiste italienne a collé des affiches contre l'extradition de Roberto dans les grandes villes de la péninsule.

Il est encore trop tôt pour avoir connaissance des mobilisations entreprises ailleurs. Toutefois des militants de la Fédération anarcho-syndicaliste australienne nous ont informé qu'ils ont tenu des piquets devant le consulat de France, et devant le siège de la B.N.P. à Melbourne.

Cet embryon de coordination internationale doit continuer et se renforcer, face à la volonté européenne de répression des réfugiés et d'attaque du droit d'asile. En France, face à l'ampleur de l'offensive étatique dans ce domaine, il est grand temps d'organiser la riposte, bien au-delà du cas urgent de Roberto Gemignani dont nous continuons d'exiger la libération immédiate et l'arrêt de sa procédure d'extradition.

Denis MARCHAND  
(Gr. Francisco-Sabate)

Soutien  
à Roberto Gemignani

**L**E dimanche 6 mars, des compagnons de Marseille, Toulon et de toute la région se sont retrouvés sur le Vieux-Port de Marseille pour protester contre les mesures dont est victime Roberto Gemignani. Une banderole a été déployée et des tracts distribués aux passants pour les sensibiliser à la campagne internationale en faveur de notre compagnon.

Les médias, prévenus, n'ayant pas cru bon de se déplacer, la joyeuse troupe s'est rendue dans les locaux de l'A.F.P. de Marseille pour que l'information sur l'action marseillaise soit répercutée par son canal.

Espérons que toutes les initiatives prises en ce 6 mars 1988 trouveront l'écho nécessaire pour que soient connues la solidarité et la détermination des anarchistes face aux atteintes au droit d'asile et aux droits de l'homme dont est victime Roberto Gemignani.

G.



## EDUCATION

## Normaliens en lutte

**D**EUX circulaires parues au Bulletin officiel traitent respectivement des épreuves du contrôle terminal et des conditions de délivrance du diplôme d'études supérieures d'instituteur. Faire l'école à l'image des entreprises, telle est la volonté de Monory et ces deux circulaires sont dans la bonne lignée de celles sur les maîtres-directeurs. Nos

grandes écoles débouchant sur un classement, il lui a semblé tout naturel d'en instaurer un pour les normaliens de manière à séparer les « bons » et les « mauvais » instituteurs. Ce classement constituera la base de nos affectations en poste, et les notes figureront dans nos dossiers et nous suivront pendant toute notre carrière.

L'examen terminal nécessite une période de préparation (veillez entendre de bachotage) qui sera prise sur notre formation déjà trop courte, et cette préparation sera sans rapport avec ce qui nous est nécessaire dans notre formation. D'autre part, l'esprit dans lequel elle va s'instaurer est contraire à la notion de travail d'équipe dans laquelle nous serons amenés à travailler.

## L'ampleur du mouvement

Dès la rentrée dans les écoles normales, les informations sur circulaires parues furent discutées et les points débattus. En février, quinze écoles normales réunies à Angers décidèrent de former une coordination contre l'examen terminal et le classement de sortie, et pour une refonte de la formation. Des informations furent envoyées dans les 109 écoles normales de France qui devaient engager un débat sur la formation initiale et se retrouver autour d'actions départementales le 1<sup>er</sup> mars. Le 5 mars, s'est tenue à Paris la première réunion de la coordination nationale avec 60 écoles normales représentées.

Il s'est avéré que le mouvement avait été très largement suivi dans toute la France. On a noté des différences entre les écoles normales quant à l'avancée des débats sur la formation. Avaient été invités à cette assemblée générale, un représentant national du S.N.I. et un du S.G.E.N. Ceux-ci se sont engagés fermement à soutenir la coordination et à passer l'information par leur presse.

Le S.N.I. a déclaré avoir évolué dans ses positions aux vues de l'ampleur du mouvement (celui-ci se prononçait pour un aménagement de l'examen avant nos premières actions alors qu'il le refuse aujourd'hui). Il ne nous reste que trois semaines pour agir avant les premiers examens qui auront lieu dans certaines écoles normales après les vacances de Pâques. D'ores et déjà un certain nombre d'actions sont prévues, telle la manifestation du 19 mars, à Sèvres-Babylone. La lutte continue...

Monique FIGAROL

Appel de détenus  
de Fresnes

Nous publions ici un extrait de l'appel des prisonniers de Fresnes à un refus collectif de plateaux, le lundi 14 mars. Nous publierons de plus amples informations sur les luttes contre l'isolement dans le prochain numéro du Monde libertaire.

## Le comité de rédaction

(...) La question de l'isolement nous concerne tous, quel que soit le type de délit qui nous a menés en détention. Selon la Chancellerie elle-même, ce sont aujourd'hui plus de 400 prisonniers, de droits communs ou politiques, qui sont soumis à l'isolement. Dans toutes les maisons d'arrêt et les centrales, des quartiers d'isolement ont été réinstallés : il a généralement suffi de rebaptiser les anciens Q.H.S., officiellement supprimés.

L'isolement est une menace pour quiconque n'entend pas plier l'échine. Si nous ne marquons pas dès aujourd'hui un coup d'arrêt à l'extension de cette pratique, c'est demain l'ensemble des détenus rebelles qui connaîtra ce sort. Seule le lâcheté peut motiver qu'on se voile la face sur cet inexorable mécanisme auquel nous sommes tous promis, dès lors que nous n'entendons pas nous laisser domestiquer.

Intervenant après que la revendication de la fin de l'isolement ait été au centre de toutes les luttes de la dernière période, de Fleury à Besançon, des Baumettes à Saint-Maur, la lutte entamée par ces quatre militants (Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan, NDLR) a contribué à poser la question sur la scène publique. Peu à peu, de larges secteurs progressistes prennent — timidement encore, il est vrai — position contre cette pratique barbare. Aujourd'hui comme jamais, les conditions sont réunies d'un combat central pour en finir une fois pour toutes avec l'isolement.

Mais, pour nous, ce n'est pas la mobilisation extérieure qui suffira à vaincre sur ce terrain, et c'est avec inquiétude que nous observons la passivité, voire la résignation, qui semblent régner sur les geôles de France alors que quelques-uns vont à la mort pour une exigence qui est et doit être celle de tous. Pour l'heure, seule une poignée d'initiatives individuelles est venue renforcer, épisodiquement, cette lutte à mort qui est désormais engagée. Plus significativement, le lundi 29 février, ce sont plusieurs dizaines de détenus de la M.A.F. de Fleury qui ont organisé un refus collectif de plateaux afin d'exprimer ce combat est celui de toutes et de tous. Ce faisant, elles ont effectué un premier pas et montré la voie que nous devons tous, par centaines, par milliers, suivre massivement. Trop longtemps, l'inertie a régné, et il s'agit maintenant de démontrer que l'ensemble des détenus rebelles est déterminé à engager toutes ses forces dans cette bataille décisive. Décisive parce que, si nous perdons aujourd'hui, plus rien n'interdira demain la généralisation sans limite de cette pratique arbitraire. (...)

Mars 1988

Des détenus de Fresnes  
« droits communs » et « politiques » mêlés.

La grève continue  
chez Chausson

**L**ES ouvriers de Chausson entament leur 5<sup>e</sup> semaine de grève. En effet, les rencontres qui ont eu lieu entre les délégués du personnel, le médiateur et la direction n'ont rien donné.

Seule proposition de l'employeur : 0,5% d'augmentation sur les salaires au 1<sup>er</sup> mars, ce qui a été vécu par les grévistes comme une véritable provocation puisqu'ils revendiquent 1 000 F pour tout le monde. Par ailleurs, la direction n'a donné aucune garantie sur le paiement des jours de grève, ni sur la levée des sanctions prises à l'encontre de 27 salariés et syndicalistes.

La lutte continue donc à Genevilliers et se durcit même maintenant avec l'appui des techniciens et des agents de maîtrise de plus en plus nombreux à soutenir le mouvement. Les fausses propositions de la direction ont même provoqué vendredi 4 mars, à Meudon, le blocage des entrées et sorties de l'usine. Il faut dire que la détermination des camarades de Chausson est à la hauteur de leurs exigences : ils savent que leur entreprise fait des bénéfices, il savent aussi que ces bénéfices n'ont aucune conséquence ni sur les salaires (pas d'augmentation depuis 3 ans) ni sur l'emploi. Ils réclament donc leur dû.

Il faut souligner aussi le caractère autogéré de la grève qui a commencé sur la seule décision

des ouvriers aux presses. Le comité d'organisation comprend des syndicalistes (C.F.D.T., C.G.T., F.O.), mais aussi des grévistes non syndiqués qui participent à toutes les négociations. L'unité d'action s'en retrouve évidemment renforcée. Rappelons enfin que Chausson sous-traite des véhicules de location pour Renault et Peugeot, et que la grève des camarades de Genevilliers et Meudon risque à moyen terme de mettre au chômage technique d'autres salariés du secteur automobile de la région.

D'où la volonté des grévistes de Chausson d'aller rencontrer leurs camarades dans d'autres usines pour expliquer leur lutte et tenter de les entraîner dans une solidarité combattive... C'est ainsi que ceux de Chausson rencontrèrent ceux de Renault-Flins et ceux de Citroën-Aulnay, où l'accueil fut chaleureux et attentif.

Des tracts sont distribués dans plusieurs départements de la région parisienne. La lutte de Chausson comporte donc de très grandes potentialités d'extension à tout le secteur automobile. En attendant, on peut s'informer et organiser la solidarité en écrivant à : C.E., Solidarité Chausson, 40, rue Henri-Barbusse, 92 Gennevilliers ; ou en téléphonant au 47.90.88.25 (poste 33.00), ou au 47.90.65.12 (poste 39.34).

Y. G. (Gr. Pierre-Besnard)

• Les n'ont d chance appren deman permis leur ho cacher concer répons d'honn ont-elle

• Rapp années France similiai concub théolog d'accou « Seign concub pasteu vivre ce les cler moins bien de arrêté couples sont pr remédia scanda

• Pour la mort person pontific son em payé, c premier non le a été en 90%, e tactique ouvrièr effectu heures reversé charitat gréviste détermi les évè s'il en près de revendi exagéré dans la « révolt trouver bons co militan anarchi modes moins efficace

• Lutter les prés l'« Ossé » non se d'un po mais ég inaccept légitime quelle é journal que les d'épidé des réal rèves.

• La Vie à près o Cela s'e beau di Pourtan et l'insp avaient ferme. L les prièr l'azur. M soléi da vide de Michel S

F l'inc « Mo s



## NOM DE DIEU !

• Les protestants américains n'ont décidément pas de chance avec le sexe. Des apprentis pasteurs luthériens demandent à leur Eglise la permission d'exercer en vivant leur homosexualité sans se cacher. Les autorités concernées réservent leur réponse. Peut-être les notions d'honnêteté et de tolérance ont-elles un sens pour eux.

• Rappelons qu'il y a quelques années, l'Eglise réformée de France a affronté un problème similaire. Il s'agissait de concubinage. Bible et théologiens se sont trouvés d'accord : en général le « Seigneur » n'a rien contre les concubins, sauf s'ils sont pasteurs. Chaque homme peut vivre comme il l'entend ; mais les clercs doivent être un peu moins humains. De ce jour, bien des vocations se sont arrêtées, et nombre de couples en charge d'âmes se sont précipités à la mairie pour remédier à de possibles scandales.

• Pour la première fois depuis la mort de l'apôtre Pierre, le personnel civil de l'Etat pontifical entre en conflit avec son employeur. Il veut être payé, comme auparavant, le premier de chaque mois et non le 27. Une action « dure » a été engagée, suivie à 85-90%, et qui renouvelle les tactiques de luttes de la classe ouvrière : le travail est effectué, mais les salaires des heures de « grève » sont reversés à des œuvres charitables (à la demande des grévistes). Malgré la détermination du prolétariat, les évêques, patrons de choc s'il en est, ne semblent pas près de céder sur des revendications qu'ils trouvent exagérées. Nouveaux venus dans la lutte des classes, les « révoltés » du Vatican trouveront certainement de bons conseils auprès des militants de la Fédération anarchiste italienne, pour des modes d'actions peut-être moins originaux mais plus efficaces.

• Lutter contre le S.I.D.A. par les préservatifs est, selon l'« Osservatore romano » : « non seulement peu fiable d'un point de vue technique, mais également et surtout inacceptable ». On peut légitimement se demander à quelle époque se réfère le journal du Pape, et lui rappeler que les problèmes d'épidémies se traitent à partir des réalités et non d'idéaux rêvés.

• La Vierge a posé un lapin à près de 10 000 admirateurs. Cela s'est passé en Italie, un beau dimanche d'hiver. Pourtant, le père Don Vicenzo et l'inspiré Mme Fioretti avaient pris rendez-vous ferme. Les mains, les cœurs, les prières se tendaient vers l'azur. Mais rien, seulement un soleil dans un ciel absolument vide de tout signe.

Michel SERVET

Pour assurer l'indépendance du « Monde libertaire », souscrivez...

P. ET T.

## Ça bouge à la Poste

UNE grève dans un bureau des P. et T., ce n'est pas fréquent. Lorsque celle-ci se déroule dans un bureau de la région parisienne, avec la quasi-unanimité du personnel, et dure cinq jours en obtenant des résultats : c'est extrêmement rare. En effet, malgré des conditions de travail déplorables, une absence d'effectif chronique et, souvent, des locaux inadaptes, il est extrêmement difficile de mener une lutte. A cela plusieurs raisons : le travail en brigades qui ne facilite pas les rencontres, le peu d'importance des syndicats, les différences de statut, le poids de l'esprit « service public » (au « service » du public), le nombre d'agents « déracinés » (provinciaux en attente d'une mutation), etc.

### Le productivisme au « service » du public

Et pourtant... quand la coupe est pleine, cela déborde ! C'est ce qui est arrivé au bureau de poste de Chelles, en Seine-et-Marne. Alors que les effectifs n'étaient pas suffisants (ce qui constitue le cas de pratiquement tous les bureaux de la région parisienne), la direction départementale voulait supprimer des postes de travail. Cette décision cadre bien avec les plans du ministère, qui veut gérer avec de moins en moins de personnel une charge de travail qui s'accroît. Il s'agit en fait d'équilibrer le budget de la Poste (en déficit depuis 1946), tout en sachant que les obligations du service public ne peuvent que rendre sa gestion déficitaire, surtout après l'avoir séparé des Télécoms (eux, très rentables) dans un premier temps, pour aboutir à leur privatisation (au plus grand bénéfice des industriels).

Dans cette conception faussée de la concurrence (privé-public) et de recherche du productivisme à tout prix, la Poste — pour être compétitive — ne peut que sacrifier

la notion de service public. Ainsi on aboutit de fait à une dégradation générale du service : attente aux guichets, courrier distribué avec retard, ordre de réexpédition non exécuté, dégradation des relations personnel-clients, manque de liquidités, etc. A noter que, pour parer au plus pressé, la direction choisit systématiquement de faire appel aux heures supplémentaires ; ce qui, dans la période actuelle de chômage, est un non-sens social.

### Des réactions très organisées

Le lundi 22 février, la grève fut donc déclenchée, après deux mois de négociation stérile avec la direc-

tion départementale, et les agents informèrent de la situation le public par une diffusion de tracts. Cette action ne fut pas du goût de la municipalité (R.P.R.) et des patrons locaux. Le R.P.R. et le Front national, une fois de plus unis, suscitèrent donc une protestation des organisations de commerçants, de chefs d'entreprises et d'industriels. Ainsi, à l'appel de trois associations patronales, une manifestation d'« usagers » fut

décidée pour le jeudi 25 février, à 16 heures. La municipalité (1), de son côté, avec la direction départementale mirent en place un bureau parallèle de tri du courrier dans les locaux de la mairie — alors que les personnels de la poste avaient convié le maire à une discussion sur leurs problèmes. A cette provocation qui remettait en cause le droit de grève, seule l'action directe pouvait répondre... Ainsi le bureau « jaune » ne fonctionna qu'une journée car les grévistes et la C.G.T. se saisirent du courrier et du matériel.

Quant à la manifestation des « patrons en colère », ce fut un rassemblement d'une cinquantaine de personnes, parmi lesquelles on

Satisfaction partielle a été ainsi donnée aux revendications qui, pour l'essentiel, portaient sur les conditions de travail, en vue d'améliorer les services rendus aux usagers : réorganisation du tri, avec heure fixe pour l'arrêt de cette opération ; paiement d'une intérimaire ; maintien de l'horaire actuel pour le service général ; embauche d'auxiliaires pour éviter un surcroît de travail aux agents en place ; remplacement des agents en congé de maternité. Cependant aucun poste n'a été créé et ne le sera dans l'immédiat même si, momentanément deux employés ont été affectés à Chelles. En effet, la direction départementale attend les mois de juin ou juillet pour prendre une décision, en s'appuyant sur les statistiques qui seront à cette date disponibles. Attente d'une démobilitation ou façon de cacher une reculade ? La solution adoptée pour l'instant ne résout que partiellement le problème.

Notons par ailleurs que le paiement d'une partie des jours de grève et, notamment, la journée de jeudi (jugée jour de protection des installations face à la contremanifestation préparée par le R.P.R. et le Front national). Cette grève démontre, s'il en était besoin, que malgré des conditions de lutte difficiles et un environnement hostile, une action peut être menée, avec des chances de succès, lorsqu'elle regroupe l'ensemble du personnel au-delà de revendications purement salariales. Espérons que cette « première » (dans les bureaux des P. et T.) portera ses fruits !

P. B. Chelles (Gr. Sacco-Vanzetti)

(1) Lors du conseil municipal, M. Cova (mairie de Chelles) affirma qu'il avait pris une telle décision parce qu'il pensait « à ceux qui attendaient impatiemment le paiement de leur pension, aux chômeurs ». Merci la démagogie !



reconnait de nombreux militants du F.N. et du R.P.R. Provocations également devant le bureau de poste central, où des manifestants crièrent aux grévistes : « Sortez, avez le courage de vos opinions ». Certains s'épuisèrent ainsi, devant des portes bloquées, sans autre résultat que le ridicule de la situation.

Face à la détermination du personnel, la direction fut obligée de négocier après cinq jours de grève.

## CRÉDIT AGRICOLE

### Ils ont privatisé, et puis après...

SANS entrer dans les détails (1) du rachat de la Caisse nationale du Crédit Agricole par les Caisses régionales, cette opération politico-financière restera dans l'histoire comme un concentré de magouille, de passe-droits, d'anticonstitutionnalité nationale et européenne, de copinages et de despotisme. Guillaume est pour le coup devenu le meilleur ministre de la III<sup>e</sup> république.

Tout cela s'est réalisé dans le mépris de la « base » le plus complet, sans consultation — je n'ose dire participation — des administrateurs locaux, des salariés et des usagers. La démocratie c'est encore plus beau quand on peut passer au-dessus. Et que dire des employés du Crédit Agricole qui vont être obligés de verser plusieurs années de salaire pour le rachat des 10% des actions que cette privatisation leur impose. Moi qui croyais qu'un des fondements du mutualisme était le... volontariat.

Les hobereaux-banquiers (2) ont fait ce qu'ils ont voulu, en faisant semblant de doser les rapports de forces. La double appartenance F.N.S.E.A.-R.P.R. (dans la plupart des cas) facilite la communication : c'est beau le pouvoir d'un lobby.

Le nouveau Crédit Agricole ne sera pas à égalité avec les autres banques privées, puisqu'il conserve le privilège du monopole des

prêts bonifiés par l'Etat et les dépôts des notaires.

### Conséquences sur l'agriculture

Sans la tutelle de l'Etat, le Crédit Agricole a désormais les mains encore plus libres dans les enjeux financiers européens et mondiaux. Pour les usagers non agriculteurs, cela ne devrait pas changer grand chose, mais pour les paysans, l'intégration capitaliste va encore s'accroître. Le Crédit Agricole triera plus facilement les bons laboureurs du capital et les canards boiteux.

Les subventions et bonifications de prêts vont être plus soumises aux aléas bancaires de la C.E.E. et de la planète. L'agriculture différente, « sociale » ou « alternative », déjà dédaignée par la banque verte, aura encore plus de difficultés à obtenir des financements, et la spécialisation géographique des productions va s'accroître.

Le Crédit Agricole, débarrassé de la petite tutelle étatique, qui parfois pouvait être correctrice des inégalités les plus criardes, ne raisonnera plus qu'en terme d'efficacité capitaliste. Le dixième des paysans, jugés comme des cas difficiles en péril, devra s'en sortir sans ou contre sa banque.

D'un autre côté, certains projets d'investissements grandioses de type néocolonial ou concernant les restructurations de l'agro-

alimentaire seront favorisés. Le Crédit Agricole consentira toujours des facilités et des passe-droits aux notables.

Ainsi, le Crédit Agricole vient d'acheter une banque brésilienne ; l'enjeu principal de cette opération concerne l'importation du soja vers la C.E.E. Autrement, la banque verte aurait pu financer des solutions de substitution au soja brésilien, qui nourrit le bétail européen. Solutions qui auraient pu faire reculer la désertification ici, tout en permettant aux paysans brésiliens d'être moins tributaires du soja, monoculture spéculative, et de développer des productions vivrières qui leur font tant défaut.

A l'intérieur de la C.E.E., on peut envisager que le Crédit Agricole proposera de limiter la zone maraîchère de la C.E.E. au bassin méditerranéen, et l'élevage porcin au Bénélux, avec les contraintes sociales et écologiques que ces concentrations imposent.

### Et l'argent de la privatisation ?

Maintenant que certaines productions sont contingentées par le biais des quotas (lait, vin, etc.) on peut prévoir que le Crédit Agricole, par son pouvoir d'attribution ou non des prêts bonifiés et des subventions, contribuera à les répartir en fonction du seul critère capitaliste. Et tant pis si la concen-

tration des fermes-usines s'accroît, et si la désertification des arrière-pays se poursuit.

Sa destination fut l'objet de longs palabres entre Balladur, qui voyait en lui une source de désendettement de l'Etat, et Guillaumé, qui voulait le réserver à sa politique agricole.

Pour l'instant, la Conférence annuelle agricole distribue trois milliards au profit de certains secteurs en déroute, toujours selon le principe inégalitaire : « Plus tu es gros, plus tu touches ». Les revendications paysannes de plafonnement des aides ne sont toujours pas entendues. Dans cette période électorale, les syndicats « minoritaires » en agriculture, ceux qui n'appartiennent pas au C.N.P.F., ont du pain sur la banque.

Pour sa privatisation, entre capital et travail, le Crédit Agricole n'a pas changé de camp, malgré un discours sur le consensus social, qui reste un marché de dupes.

Alain CRAPAUD

(1) Pour ceux que le feuilleton de la privatisation du Crédit Agricole intéresse, qu'ils se reportent au journal Campagnes solidaires n° 2 de novembre 1987.

(2) Ces « représentants » du monde agricole sont autant « paysans » que les bureaucrates politiques et permanents syndicaux sont « ouvriers » dans les secteurs industriels et urbains.



## MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE DE PARIS

## 350 ans d'histoire...

TOUT le monde connaît le Museum national d'histoire naturelle, soit par réputation, soit pour avoir visité un de ses établissements. Régulièrement, le Museum défraye la chronique, le plus souvent à cause de scandales (vétusté des installations entre autres), plus rarement pour son activité scientifique multiple.

L'actualité met de nouveau la vieille maison sur la sellette, et ce à l'occasion d'un projet de décret sur son organisation, projet provoquant de grands remous parmi l'ensemble du personnel qui y est rattaché. Mais pour bien comprendre les raisons de cette agitation, il nous faut retracer brièvement l'histoire du Museum, inséparable de l'histoire sociale, politique et événementielle de ces trois cent cinquante dernières années.

## Depuis le Jardin du roi

Créé en 1628 par Louis XIII, le Jardin du roi (l'actuel Jardin des Plantes) est officialisé en 1635. Jusqu'à la Révolution française, son activité s'accroît, notamment sous la direction de Buffon. L'établissement passe le cap de la révolution, et en 1793, il est nommé par la Convention « Museum d'histoire naturelle ». Il est alors un des seuls établissements scientifiques dignes de ce nom, où les différentes disciplines trouvent leur place (botanique, chimie, anatomie, minéralogie, géologie, zoologie). Une ménagerie et une bibliothèque spécifique sont également créées.

A partir de là, le Museum va représenter pendant plus de cinquante ans le summum en matière de recherche, d'enseignement, et de réalisations de missions d'explorations. En 1870, au cours du Siège de Paris, la population se nourrit des animaux de la ménagerie.

Puis régulièrement, de nouveaux établissements sont rattachés au Museum (galerie de zoologie en 1828, Musée d'ethnographie en 1928, Parc zoologique de Vincennes en 1934, puis Musée de l'Homme en



1937). La période des années 1960-1970 est, elle, beaucoup moins faste (fermeture de la galerie de zoologie, vétusté des établissements de recherche, insalubrité de la ménagerie...).

Toutefois, depuis le début des années 1980, un renouveau permet la remise à flot du Museum, notamment par la création de la zoothèque en 1984 (regroupant les spécimens de la galerie de zoologie) et le succès de nombreuses expositions (sur la préhistoire au Musée de l'Homme, sur la minéralogie au Jardin des Plantes...). En décembre 1986, lors des manifestations lycéennes et étudiantes, des étudiants du Museum sont présents, marquant ainsi leur solidarité (voir photo).

Un des particularismes du Museum est son mode de gestion. En effet, depuis la Révolution de 1789, ses statuts n'avaient pas évolué, et l'archaïsme de ce type de

direction pesait lourd dans la balance. Seuls les professeurs titulaires de chaires (une minorité) possédaient la direction du Museum. Alors que le Museum, dont la fonction est triple (conservation des collections, recherche, diffusion des connaissances et formation), représente à l'heure actuelle plus de 1 500 personnes, une vingtaine seulement décidaient du sort commun.

En 1985, de nouveaux statuts sont promulgués, permettant la création de départements pluridisciplinaires, et d'un conseil scientifique et administratif. Mais le changement de gouvernement en 1986 rend caduque cette réforme. Le 20 janvier dernier, l'actuel gouvernement présente un projet de décret qui prévoit le retour à l'ancien système. Seuls quelques professeurs soutiennent ce projet, à l'encontre de la majorité du personnel. On soupçonne même une idée de démantèlement des différents établissements rattachés, amenant à court terme à la privatisation de certains secteurs (Musée de l'Homme, Parc zoologique de Vincennes). Le danger est d'autant plus présent que les principaux partisans de ce projet comptent parmi les plus réactionnaires des responsables, déjà impliqués dans des affaires où la politique prend le pas sur la science.

Face à ce danger, l'ensemble des syndicats et associations du personnel du Museum, réunis pour la première fois, ont manifesté le 1<sup>er</sup> mars

devant le ministère de la Recherche, pour réaffirmer leur volonté de voir le Museum garder sa cohésion et son statut premier de service public.

## Une certaine image de la démocratie

Une délégation du personnel s'est rendue le 4 mars au ministère de la Recherche, et a été entendue par le conseiller technique de J. Valade, M. Pouille.

La réponse du conseiller est on ne peut plus claire, quant à la conception de la démocratie caractérisant les personnes que représente ce monsieur : « (...), la démocratie n'étant pas forcément la prise en compte de l'avis majoritaire. »

Et pour bien clarifier les choses, il conclut par : « la publication d'un décret est l'expression d'une volonté politique. » Ainsi la gestion d'un établissement scientifique et pédagogique relève de la politique ! Devant ce véritable mur idéologique, l'ensemble du personnel s'est réuni en assemblée générale le 10 mars, afin de décider de la nature et de la forme des actions à entreprendre.

Une affaire à suivre de très près et par tous, car rappelons-le encore une fois, le Museum national d'histoire naturelle appartient à tous les citoyens et non à une ultra-minorité de scientifiques réactionnaires.

PATRICK (Gr. Sevrans-Bondy)

## NOUVELLES DU FRONT

## • PROCÈS...

Quelques nouvelles : Eric Hébert a été libéré le 10 mars et nous vous en reparlerons certainement dans un prochain numéro. Philippe Aizpura, objet d'un procès reporté à une date ultérieure. Mais de nombreux procès se préparent contre des antimilitaristes : pour être informés, n'hésitez pas à appeler le répondeur : (1) 42.45.22.76.

## • PRODUCTIVITÉ.

Quatre cent vingt et une années et six mois de prison ferme distribués sans jugement en trois jours... voilà bien un record. Les 2, 9 et 16 juin 1987, une dynamique équipe de magistrats de Montpellier a donc traité 843 affaires, distribuant à chaque fois 6 mois de prison à des déserteurs en fuite. Toutes ces condamnations « par défaut » (!) pourront donc être annulées si, ce que nous ne souhaitons pas, les principaux intéressés sont arrêtés. Hélas ! pour la performance, il n'est pas sûr qu'elle soit homologuée car les audiences n'ont pas réellement eu lieu : tout s'est passé en privé. Pauvres juges obligés de se comporter comme de « vulgaires » O.S. pour être payés aux pièces !

## • ON (RE)CYCLE !

Suite aux accords de désarmement américo-soviétiques, deux usines qui fabriquaient des missiles de portée intermédiaire se sont converties : maintenant elles ne devraient produire que des voitures d'enfants, des bicyclettes... La région où sont situées ces usines reste malgré tout très militarisée. La guerre du landeau aura-t-elle lieu ?

## • DU BEURRE DANS LES

CANONS ! M. Serge Dassault est jaloux des paysans. Après le cadeau que ceux-ci ont reçu (1 milliard de francs), il réclame sa part : le financement par l'Etat d'un programme de recherches militaires, au niveau européen. Le marchand de canons n'a pas de complexe (sauf militaire-industriel) et affirme que « l'industrie européenne de l'armement vaut bien l'agriculture. Qu'attend-on ? » Meuhl !

## • MAUVAISE CHUTE ?

Eric Delvalle, président du Panama, réclamait la démission du général Noriega, chef de l'état-major des armées. Ce dernier l'a destitué et a changé de président. Noriega était seulement accusé de fraude électorale, d'assassinat et de trafic de drogue. C'est en fait un calcul politique qui tourne mal car Delvalle, après avoir soutenu le militaire, craignait de l'accompagner dans une chute jugée « prévisible » !

## • ÇA MARINE !

Des officiers de la marine vietnamienne n'ont rien trouvé de mieux, pour arrondir leurs fins de mois, que d'ouvrir un sauna avec une dizaine de masseuses à l'intérieur même d'une caserne. Voilà des libéraux au pays d'Ho Chi Minh, prêts à privatiser l'armée.

## G. HOST

## Extradition de Mario Ines Torres

LA Cour suprême de Finlande a répondu favorablement à la demande d'extradition de Mario Ines Torres vers l'Espagne le jeudi 10 mars. L'Espagne dispose d'un délai de trois semaines pour prendre livraison de Mario.

Les faits motivants cette extradition consistent en un hold-up commis à Barcelone en 1983. Les aveux de Mario avaient été obtenus après 10 jours de torture dans une caserne de la guardia civil. Les témoins du braquage n'ont pas reconnu Mario sur présentation de sa photographie, tous les co-inculpés ont été acquittés pour manque de preuves (voir *Monde libertaire* n° 695).

De l'avis même de F. Salas, avocat de Mario en Espagne, celui-ci sera certainement remis en liberté dès son arrivée à Madrid. Dans ces conditions, on est en droit de se poser quelques questions sur le pourquoi de cette extradition.

Pour répondre à ces questions, il faut se pencher sur le passé de Mario. Celui-ci a en effet été un militant libertaire particulièrement actif des G.A.R.I. (1) dans les années 1974-1975 en compagnie de J.-M. Rouillan. On comprend mieux dès lors l'acharnement des policiers français et espagnols. En 1984, la guardia civil a essentielle-

ment interrogé Mario sur les G.A.R.I. et sur Action directe. En février 1987, les R.G. l'ont kidnappé et lui ont proposé de les mener jusqu'aux militants d'Action directe encore recherchés à l'époque (voir *Monde libertaire* n° 687 et 695).

D'après le chef de la police finlandaise lui-même, la demande d'extradition serait le résultat de tractations entre les polices françaises et espagnoles. Mario pourrait donc, étant mis en liberté en Espagne, être arrêté sous n'importe quel prétexte par la guardia civil et être ainsi interrogé à la mode espagnole pour le compte des filcs français.

Il est donc impératif de faire le maximum de bruit autour de cette affaire, pour que notre compagnon puisse vivre tranquille ! Téléphonnez, écrivez aux ambassades (2) en exigeant la libération et l'arrêt de toute poursuite contre lui.

## Groupe Albert-Camus (Toulouse)

(1) Groupes d'actions révolutionnaires internationalistes.

(2) Ambassade de Finlande, 39, quai d'Orsay, 35007 Paris (tél. : 47.05.35.45.) ; ambassade d'Espagne, 13, avenue Georges V, 75008 Paris (tél. : 47.23.61.83).

## Amis lecteurs

Vous trouverez régulièrement tout au long de l'année la liste des souscripteurs et celle des lecteurs qui ont opté pour le prélèvement automatique en soutien au *Monde libertaire*. Voici, pour les mois de janvier et février, la liste des ces derniers :

Alain CABANETTES (100 F) ; Mateo SANCHEZ (50 F) ; Alain BADER (69 F) ; Groupe Bakounine (100 F) ; Patrice ATZORI (50 F) ; Groupe Berneri (150 F) ; Pierre BOUEY (80 F) ; Bruno LAPASSET (100 F) ; M. CHEVTCHEKOV (50 F) ; Jean-André CORNIC (10 F) ; Daniel COSTES (50 F) ; Gérard ESCOUBET (50 F) ; Luc FERNANDEZ (50 F) ; GIRAUD-CHAVIGNER (300 F) ; Guy MILLOT (20 F) ; Louis MAGLIONA (200 F) ; Graziella MAIER (50 F) ; Giselle MOULIE (30 F) ; Pierre CHAPEYROU (100 F) ; Yves PEIRAT (50 F) ; Bruno NAPPI (50 F) ; Yves PEYRAUT (100 F) ; Groupe Louise-Michel (150 F) ; Didier CORDELET (30 F) ; François GERARD (60 F) ; Jean-François RETOU (100 F) ; Eric ZWINGELSTEIN (50 F) ; Groupe région toulonnaise (50 F) ; Fahrat AZZOUI (50 F).

Total du mois de février : 2 474 F - frais divers = 1 776,19 F

Total du mois précédent : 1 705,80 F

Total général 1988 : 3 481,99 F

Les « frais divers » sont en grande partie constitués de frais d'impayés. Après une relance, ces prélèvements seront automatiquement annulés. Pour éviter cette perte de temps et d'argent inutile, le mieux est de nous prévenir à l'avance si vous désirez stopper votre prélèvement automatique. Cela sera fait aussitôt que possible. Merci d'avance.

Les administrateurs



R.F.A.

## Chasse aux hérétiques

Obligation de croire, interdiction de penser de travers : la démocratie allemande est-elle en train de se muer en théocratie ? C'est ce que l'on serait tenté de croire, au vu de la répression qui s'abat en R.F.A. sur le petit monde de l'anticléricalisme militant. Le Monde libertaire et Radio-Libertaire se sont déjà fait l'écho des démentés des anticléricals allemands avec la justice (1), à cause du paragraphe 166 du code pénal (2), qui permet pratiquement de condamner tout opposant à l'Eglise. Pour en savoir plus, nous avons rencontré deux personnes de la Bunte Liste Freiburg, principal groupe anticlérical allemand et leur avons posé quelques questions.

Le comité de rédaction

(1) Voir Monde libertaire n° 685 du 10 décembre 1987.  
(2) Voir encadré ci-contre.

— « Monde libertaire » : L'affaire de Birgit Römermann est la plus connue, elle n'est cependant pas la seule à avoir été poursuivie pour s'être attaquée à l'Eglise. Quels sont les autres cas ?

— B.L.F. : Oui, le cas de Birgit Römermann est le plus connu car elle fut la première, en décembre 1984, à être poursuivie avec achar-

va recommencer à zéro. On n'a pas encore de dates, mais il est certain qu'il va y avoir procès... Il est clair que le but recherché était de faire tomber la pression internationale afin de condamner tranquillement ces deux personnes, et il y aura condamnation si, à nouveau, de nombreuses protestations n'arrivent pas de l'étranger...



nement. Ensuite, il y a eu deux personnes qui avaient soutenu B. Römermann en tenant une table de presse devant un restaurant universitaire d'Aachen (Aix-la-Chapelle). Leur procès s'est terminé par un acquittement à cause des très nombreuses protestations internationales. Mais ce qui est nouveau, et exceptionnel en R.F.A., c'est qu'un acquittement tout à fait dans les règles soit annulé deux ans après.

Le procès d'Aix-la-Chapelle est allé en révision en novembre 1987 et

— M.L. : Peux-tu rappeler quels étaient les « péchés » de B. Römermann ?

— B.L.F. : Elle a publié une brochure sur l'histoire de l'Eglise, dans laquelle elle décrit celle-ci comme la plus grande organisation criminelle de l'histoire du monde, depuis la chasse aux hérétiques du Moyen Age jusqu'au soutien qu'elle a apporté aux régimes fascistes du vingtième siècle.

Le second chef d'accusation était d'avoir édité un autocollant repré-

sentant un crucifix avec la légende : « le masochisme, ça se soigne ».

Le troisième chef d'accusation concernait aussi un autocollant avec le slogan : « Plutôt une contraception soignée qu'une immaculée conception » (Lieber eine befligte Verhütung als eine unbeflegte Empfängnis), car l'Eglise, ces dernières années, a lutté fermement contre la liberté de l'avortement et compare celui-ci au génocide des juifs ! La loi sur l'avortement a connu de fortes restrictions, et cela à cause de l'Eglise...

— M.L. : Comment s'est déroulée son affaire ?

— B.L.F. : Ça a été un très long procès, et qui s'est mal terminé. Elle n'a d'abord pas trouvé d'avocat pour la défendre. Elle a donc plaidé toute seule et a soutenu, en argumentant, que l'Eglise était bien la plus grande organisation criminelle de l'histoire de l'humanité. Et, pour avoir dit cela dans sa plaidoirie, une seconde plainte a été déposée contre elle... On se croirait revenu au Moyen Age ! Il y a donc eu deux procès, et, dans les deux, elle a fait appel.

En seconde instance, elle a été défendue par Gottfried Niemitz, un avocat de Freiburg, membre de la Bunte Liste et qui est devenu un spécialiste du paragraphe 166... Il a été défendeur dans de nombreux procès d'hérétiques à travers toute la R.F.A. Mais B. Römermann fut malgré tout condamnée à 400 D.M. d'amende (1 200 F environ) ou à vingt jours de prison.

De plus, l'ecclésiastique local a appelé dans le journal au boycott de son magasin, et la vie lui était rendue impossible à cause des menaces qu'elle recevait sans cesse. Elle a dû s'expatrier et vit maintenant à Berlin.

— M.L. : Quittons Aix-la-Chapelle pour Freiburg. Là aussi, il y a eu de nombreux procès...

— B.L.F. : Oui, en 1984, nous avons organisé une semaine anticlérical, avec, entre autres invités, B. Römermann. C'est à ce moment qu'il y a eu les premières plaintes contre deux personnes d'abord, à cause de la caricature figurant sur notre affiche, puis contre deux autres ayant distribué des tracts pour informer sur cette affaire et reproduisant la caricature.

Le tribunal de première instance voulut d'abord suspendre l'affaire, mais l'instance supérieure a ordonné sa poursuite. Il nous était particulièrement reproché d'avoir mentionné sur la caricature le concordat de 1933 (1), assimilant par là, selon les juges, l'Eglise avec le fascisme d'Hitler. Nous n'y sommes pourtant pour rien si le Vatican fut le premier Etat à reconnaître le pouvoir d'Hitler, et s'il signa avec lui ce concordat toujours en vigueur ! (...)

Mais le jour du procès, de nombreux messages de soutien étaient arrivés de l'étranger, il y a même eu des manifs de soutien devant les ambassades allemandes à Los Angeles et Londres, et une députée socialiste belge au parlement européen était présente... Bref, le procès a fait des vagues. Les juges n'ont pas osé nous condamner et ont suspendu la procédure.

Un an après, le procès reprenait, mais le soutien international étant toujours là, nous avons été acquittés. Nous en avons profité pour organiser une seconde semaine anticlérical, avec la même caricature sur l'affiche, en novembre 1985. Et là encore, 13 personnes ont été poursuivies pour les mêmes motifs.

Encore une fois le soutien de l'étranger a fait suspendre toutes les procédures : théoriquement, on devrait donc maintenant pouvoir afficher librement cette caricature ! Cependant, à Würzburg, en Bavière, des procédures ont été

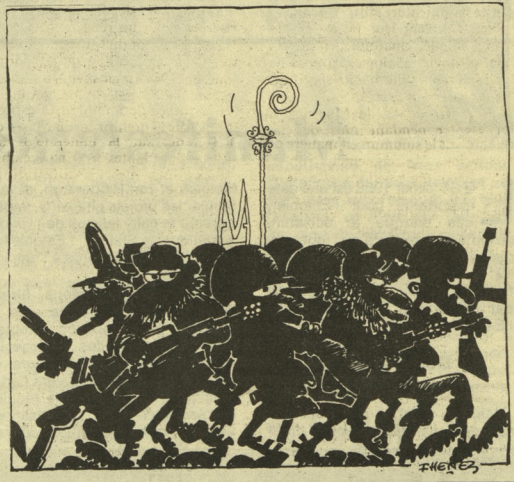
## Le paragraphe 166 ou loi de blasphème

Une loi de blasphème existe pour ainsi dire depuis le Moyen Age. Elle ne fut cependant pas toujours appliquée ni rédigée de la même façon. Elle fut même en passe d'être abolie durant la République de Weimar, avant que Hitler n'arrive au pouvoir. Elle était presque tombée en désuétude durant les années 1960, quand en 1969, le socialiste Willy Brandt la réforme, la débaptise et y introduit la notion de « risque de trouble de l'ordre public ». Selon ce paragraphe 166 du code pénal, « toute personne qui insulte, publiquement ou par la diffusion d'écrits, soit le contenu religieux ou « idéologique » (Weltanschauung), de manière susceptible de troubler l'ordre public sera punie d'une amende et/ou jusqu'à trois ans d'emprisonnement »...

Un article très flou, qui laisse toute interprétation possible : ainsi, pour le tribunal de grande instance de Freiburg, « un dérangement réel de la paix publique n'est pas nécessaire ; la possibilité générale d'une menace, à savoir l'existence de raisons justifiées de craindre le déclenchement d'une perturbation est suffisante ». Il suffit « que le climat psychique soit excité » (arrêt du 3 juin 1985, pour la reprise de procédure contre la caricature de la Bunte Liste).

Des voix dans le monde entier se sont élevées contre cette loi « de dictature médiévale ». Ainsi en mai 1986, M. Mutter, secrétaire du Russels-Tribunal de Francfort voulut faire paraître en publicité dans un journal national un appel de plus de trente personnalités scientifiques et littéraires du monde entier, dont Noam Chomsky et le nobel de médecine G. Wald, pour l'abrogation de cette loi. Le Süddeutsche Zeitung refusa de faire passer l'information...

P. P.



## L'Eglise allemande une institution puissante

L'INFLUENCE de l'Eglise en R.F.A. est énorme. Outre qu'elle influence tous les grands partis politiques (deux d'entre eux ont le mot « chrétien » dans leur sigle, et le S.P.D. a aussi fait beaucoup pour elle), il n'y a pas en Allemagne de séparation entre l'Eglise et l'Etat : pratiquement tous les collèges et lycées sont publics, mais l'enseignement religieux y est obligatoire jusqu'à 14 ans, à moins d'une dispense signée des parents. Les professeurs de religions sont bien entendu payés et formés par l'Etat.

L'Eglise ne se contente pas d'encaisser l'impôt religieux, prélevé automatiquement sur le salaire des travailleurs qui se déclarent chrétiens, elle bénéficie d'importants cadeaux en nature de la part de l'Etat : en 1933, le Vatican, premier Etat à reconnaître le gouvernement d'Hitler, signe avec lui un concordat. Ce concordat institue le principe de subsidiarité, toujours en vigueur aujourd'hui. Selon ce principe, lorsque l'Etat construit une école maternelle, un foyer pour vieillards ou handicapés, un hôpital, l'Eglise est prioritaire pour assurer, si elle le désire, la gestion du nouvel édifice.

Ainsi, les œuvres sociales de l'Eglise sont financées en grande partie avec les deniers publics, auxquels cotisent aussi bien les athées. Pas étonnant qu'avec de tels privilèges et une telle fortune l'Eglise puisse contrôler une grande partie de la presse écrite et télévisée. Dans cette dernière, elle possède de nombreuses heures d'émissions et intervient jusque dans la programmation.

Et pour ficeler le tout, toute personne qui ose s'attaquer à ses privilèges se voit taxer d'intolérance religieuse et tombe sous le coup du paragraphe 166. Aucune critique de l'Eglise ne sera possible tant qu'existera cette loi médiévale ainsi que le principe des interdictions professionnelles en Allemagne.

P. P.

entamées il y a deux ou trois mois contre des personnes ayant appelé à une semaine anticlérical avec la même affiche. Des procès vont avoir lieu... Affaire à suivre donc !

Il y a aussi une autre histoire : à Munich, le patron d'une usine de chimie refusait de percevoir l'impôt religieux de ses ouvriers pour le compte de l'Eglise (2). Il ne voulait pas servir d'intermédiaire et demandait à ses employés de verser leur « impôt religieux » (Kirchensteuer) directement à l'Eglise. C'est ce que beaucoup ont fait. Et malgré cela, en 1985, l'administration des finances lui réclame ces impôts... 14 000 D.M. (42 000 F environ) déjà payés par ses employés.

Il a protesté et a qualifié cela d'escroquerie. Il a été condamné à une amende, et le juge a en outre demandé un examen psychiatrique pour cette personne, car quelqu'un qui refuse un service à l'Eglise ne peut qu'être fou ! La propagande anti-soviétique dit que la psychiatrie des opposants politiques ne se fait qu'en U.R.S.S., mais elle a lieu aussi chez nous. En appel, sa condamnation fut maintenue, il a perdu beaucoup d'argent et a dû aussi s'expatrier.

Pour le soutenir, la Bunte Liste a écrit une lettre (polie) au juge, dans laquelle nous invoquions nos con-

tacts internationaux... La justice a saisi cette occasion pour entamer de nouvelles procédures contre nous, pour tentative de pression sur un juge. Comme elle n'a pas réussi à identifier le rédacteur de la lettre (celle-ci était signée au nom du collectif de la Bunte Liste), elle a ordonné trois perquisitions, le 13 novembre 1986, dans deux appartements et dans le bureau de notre avocat : ils ont consulté tout son fichier, et ont confisqué des documents. Cela s'est passé en toute illégalité (un avocat ne peut être perquisitionné que s'il est lui-même poursuivi pour un délit), et cela ne s'était pas vu depuis l'affaire Klaus Croissant (3).

Au bout de trois mois, il y a eu une autre perquisition. Mais entre-temps, il y a eu de très nombreuses protestations tant de l'étranger que de R.F.A. Cette fois, même la très conservatrice « Société des avocats » (Anwaltsverein) a durement réagi contre la perquisition chez un de leurs collègues. La justice a fait traîner les choses, mais finalement, très mal à l'aise, elle a suspendu toutes les procédures.

— M.L. Il n'y a cependant pas que les procès comme moyen de répression : le Monde libertaire a

(Lire suite page 8)



R.F.A.

## Chasse aux hérétiques (suite)

(Suite de la page 7)

déjà fait état de 15 000 interdictions professionnelles en R.F.A....

— **B.L.F.** : Oui, c'est le S.P.D. (4), et plus particulièrement Willy Brand qui a introduit cette pratique des « berufsverbote » en 1972, pour freiner la contestation étudiante en fermant les portes de la fonction publique à toute personne ayant un passé politique radical. Le fichage est énorme : il suffit d'avoir participé à des manifs, d'avoir signé des pétitions pour se voir refuser un poste d'enseignant, par exemple. Si bien que des personnes ayant étudié pendant des années se retrouvent pompistes.

C'est pourquoi nous avons si peu de soutien en R.F.A. C'est comme un couvercle qui étouffe toute contestation, car beaucoup craignent une interdiction professionnelle. L'an dernier, l'O.N.U. a condamné ces pratiques et a fait une enquête : elle a dénombré entre 10 000 et 15 000 cas...

— **M.L.** : Face à tout cela, quelle est la force du mouvement anticlérical allemand et quelles sont ses revendications ?

— **B.L.F.** : Le mouvement anticlérical allemand se réduit malheureusement pour ainsi dire à la Bunte Liste de Freiburg. La Bunte Liste (Liste multicolore) est un ancien

regroupement de petits partis ou associations en vue de se présenter aux élections municipales. N'ayant plus d'élus, et depuis notre semaine anticléricale, l'anticléricalisme est devenu une de nos principales activités (un autre groupe de travail concerne les interdictions professionnelles).



Nous sommes le seul groupe structuré. Autrement, il n'y a que quelques individus isolés qui nous soutiennent, mais aucun parti politique. Nous éditons aussi le seul journal anticlérical de R.F.A., *Ketzerbriefe* (lettres hérétiques), qui rend compte des différents procès (5).

La première chose à faire serait l'abrogation du paragraphe 166.

Car tant qu'il existera aucune critique de l'Eglise ne sera possible. Ensuite, il y aurait l'abolition du principe de subsidiarité et des privilèges de l'Eglise, l'abolition de sa main-mise sur la presse écrite et télévisée.

L'Eglise doit pouvoir faire ce qu'elle veut c'est clair, mais elle ne doit pas avoir de privilèges. Or, en R.F.A., elle bénéficie d'une sorte de protection naturelle, avec toutes sortes de droits particuliers. Si ces privilèges n'existaient pas, pas de doute que l'Eglise perdrait beaucoup de fidèles... On pourrait tout au moins discuter d'égal à égal...

Propos recueillis par  
P. PETIT

(1) Voir encadré ci-contre.

(2) En Allemagne, les impôts sur le revenu sont prélevés mensuellement, directement sur la fiche de paie des employés par le patron, qui les reverse ensuite à l'Etat. Les employés qui se déclarent catholiques ou protestants se voient retirer un impôt versé ensuite à ces églises.

(3) Avocat de la bande à Baader, qui fut perquisitionné pour avoir des renseignements, et fit l'objet de nombreuses pressions.

(4) Parti socialiste allemand.

(5) On peut se procurer *Ketzerbriefe* pour 6 D.M. en écrivant à : Bunte Liste Freiburg, Postfach 254, D-7800 Freiburg/Breisgau.

## Anticléricalisme et intolérance religieuse

TOUT athée conséquent se doit d'être anticlérical. Mais tout athée conséquent devrait aussi bien se faire l'avocat d'une plus grande tolérance religieuse, combattre tous les fanatismes... A première vue ces deux affirmations paraissent contradictoires, tant les anticléricaux se font souvent taxer d'intolérance, parfois à juste titre, d'ailleurs ! Mais la contradiction tombe vite si l'on prend soin de distinguer deux fonctions de l'Eglise.

La première est celle de rassemblement des chrétiens : que des hommes, des femmes, partageant une même foi s'assemblent pour pratiquer leur religion, quoi de plus naturel ? Que ces croyants cherchent à élargir leur cercle, à convaincre les non-croyants de les rejoindre, là encore, rien de plus normal, quand cela se fait dans la libre discussion, à la loyale. Ces chrétiens et les prêtres qui vivent avec eux, partagent leurs souffrances et leurs espoirs, ont droit à tout notre respect, en dépit de nos divergences de vues, et l'on ne peut que soutenir la cause de ces chrétiens d'Allemagne de l'Est, sans cesse empêchés dans l'exercice de leur religion au nom de cette autre mystique qu'est le matérialisme dialectique.

Mais il est une autre église : celle de l'évangélisation à tout prix, de l'endoctrinement des plus faibles (enfants, malades, vieillards, miséreux), celle qui, au Moyen-Age, brûlait les hérétiques, au siècle dernier convertit les « sauvages » par le sabre, qui se compromet avec les régimes fascistes de Mussolini, Hitler et Franco, celle qui actuellement encore apporte tous les dimanches la communion au général Pinochet et blâme les prêtres qui commettent le péché de soutenir les peuples révoltés d'Amérique latine... Cette Eglise qui dans nos soi-disant démocraties, se comporte en véritable lobby politique, avec ses privilèges, et ses intérêts qui ne sont pas seulement d'essence religieuse, doit être combattue sans relâche.

On le voit donc, si l'on sait distinguer l'Eglise des curés Meslier (1) et celle des Tartuffes, l'Eglise de Saint-François d'Assise et celle des Borgia, l'Eglise des humbles et celle des banquiers, alors l'anticléricalisme est bien un combat pour plus de liberté de pensée, pour plus d'égalité entre les hommes, pour plus de tolérance religieuse. C'est un combat terriblement d'actualité.

P. P.

(1) Curé révolutionnaire en 1789, qui se battit pour une véritable égalité sociale.

ESTONIE

## Manifestation contre le colonialisme

Le 24 février 1988 est une date importante pour l'Estonie : elle marque le soixante-dixième anniversaire de l'indépendance de ce pays. Le 24 février 1918, Lénine, ne se sentant pas la force de dominer le pays, accorda par décret son indépendance à l'Estonie.

### Déportations vers la Sibirie

Mais en 1940, le pacte soviéto-nazi de non-agression signé entre

Molotov et von Ribbentrop, devait révéler les projets chauvins, impérialistes et colonialistes de l'Union soviétique de Staline : l'Estonie fut alors rattachée de force à l'empire soviétique.

Cent mille Estoniens furent alors déportés de force vers la Sibirie ; parmi eux, on comptait essentiellement des bourgeois, des instituteurs et professeurs, et des responsables de divers partis politiques, dans le but de réduire la résistance à la soviétisation. Les sources soviétiques admet-

tent maintenant que plus de dix mille personnes furent déportées dans la nuit du 14 juin 1941, dans des wagons à bestiaux plombés, sans nourriture et parfois sans eau ; on imagine sans peine qu'un terrible pourcentage devait périr durant ce périple.

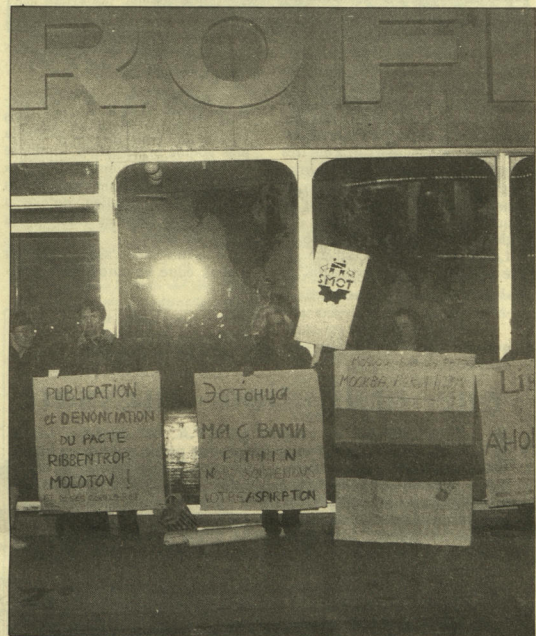
Ces personnes étaient essentiellement des femmes et des enfants, déportés pour créer de nouvelles colonies de peuplement, ainsi que des vieillards (ces trois catégories représentaient 80% du nombre des déportés). Les jeunes gens étaient quant à eux envoyés en camps de concentration.

Même après la mort de Staline et la dénonciation de ses abus, tout continua d'être entrepris par les autorités russes pour détruire la culture et la langue. Actuellement dans la capitale de l'Estonie, le pourcentage de résidents russes est supérieur à celui des Estoniens.

### Manifestation estonienne de soutien

Une manifestation estonienne s'est donc tenue le 24 février (avec la participation du S.M.O.T.) devant le 6 rue Magellan, emplacement de l'ancienne mission diplomatique de la République libre d'Estonie. Les manifestants se sont ensuite rendus devant le siège de l'Aéroflot, sur les Champs Elysées et ont déployé des banderoles et des drapeaux estoniens.

On pouvait lire : « A bas l'impérialisme en Estonie » ; « Moscou, bas les pattes en Estonie ! » ; « Publication et dénonciation du Pacte Molotov-Ribbentrop » ; « Frères estoniens, nous partageons vos aspirations » ; « Liberté pour Ahonen ! » Ahonen est un militant des droits de l'homme et de l'indépendance en Estonie qui a été convoqué au lendemain de la diffusion, en France, de l'émission « Résistances ».



Dans cet interview à la télévision française, Ahonen faisait remarquer que les choses avaient évolué en U.R.S.S. effectivement, sans quoi il ne pourrait pas ainsi parler devant les caméras françaises ; il ajoutait que la seule défense des militants était que l'on parle d'eux en Occident. Il devait être arrêté le 1<sup>er</sup> février 1988, après avoir refusé le choix que le K.G.B. lui donnait : émigrer en Occident ou être enrôlé dans l'armée pour ses « classes », et aller nettoyer Tchernobyl. Il se trouve actuellement à la prison de Tallin, en attente de jugement (1).

Notons qu'actuellement en Estonie, les autorités soviétiques pratiquent très intensément des

expulsions forcées du pays ; les deux lamas (2) que l'on voyait dans l'émission « Résistances » sont arrivés il y a deux semaines à Stockholm, après avoir été contraints de quitter l'Estonie. Nous autres, Russes, refusons d'être des occupants. Et le S.M.O.T., comme syndicat libre d'un si grand pays comme l'U.R.S.S., est internationaliste.

### Union interprofessionnelle libre des travailleurs

Dernière minute : Heiki Ahonen a été expulsé vers la Suède.

(1) Le motif est, mais il y aura certainement d'autres chefs d'accusation, le refus d'effectuer ses classes militaires. Il faut savoir qu'en Union soviétique, même les pompiers sont des militaires.

(2) Moines bouddhistes.





## BELGIQUE

## La tentation de la peur

Après un certain nombre d'articles publiés sur la Belgique, nous avons jugé intéressant de vous montrer, à travers l'interview (réalisée par un collaborateur du journal *Alternative Libertaire*) de Gabrielle Lefèvre, journaliste à *La Cité*, un autre côté de la répression étatique qui sévit aujourd'hui en Belgique : l'Etat contre la presse.

## Relations internationales

**N**OUS avons vu ces derniers temps, les responsables des services de sécurité de l'Etat contre-attaquer sur le terrain médiatique, en faisant passer pour des bobards les hypothèses formulées de plus en plus clairement par la presse, concernant la filière d'extrême droite dans les affaires brillantes des « Tueurs du Brabant », de l'assassinat de Juan Mendez, ou de la milice du W.N.P.

On a vu et entendu le ministre de la Justice, Jean Gol, et le commandement de la gendarmerie jurer de la fidélité et de la droiture de la sûreté de l'Etat, et mettre en cause, directement, les journalistes qui porteraient, selon eux, « des accusations insidieuses mais non établies ». Qu'en pensent les « accusés » ?

— « *Alternative Libertaire* » : *Dès le début des affaires dites des « Tueurs du Brabant », le ministre de la Justice Jean Gol affirme, sûr de lui, qu'il s'agit là d'affaires touchant exclusivement au grand banditisme, au droit commun. Par ailleurs, la presse formule avec de plus en plus de force l'hypothèse d'une opération concertée de déstabilisation des institutions via l'installation d'un climat de peur, ayant pour but le renforcement des services de sécurité d'Etat...*

*Acculée, pour ne pas dire accusée, la gendarmerie a entamé, début février, une contre-offensive médiatique en attaquant de front les journalistes irresponsables qui ne font que du roman reposant sur « des accusations insidieuses mais non établies ». Comment ressens-tu ce contre-feu allumé par la gendarmerie ?*

— **Gabrielle Lefèvre** : Ma réponse est très simple. Il faut savoir que dans ce type de matière, en tant que journalistes, nous sommes confrontés à trois silences.

Le silence politique d'abord. Puisque les hommes politiques sont directement interpellés par les actes de terrorisme. N'oublions jamais que les dirigeants politiques ne disposent pas de la totalité des informations concernant ces actes. Ils

doivent attendre, eux aussi, la fin de la procédure judiciaire. Et comme ils sont directement mis en cause par ces actions, il ne peuvent donner publiquement toutes les justifications des décisions qu'ils prennent.

Ensuite, il y a le silence judiciaire. Le secret de l'instruction qui doit être préservé à tout prix, et qui n'est d'ailleurs pas mis en cause dans ces affaires, mais qui empêche dès le début, et pendant longtemps, de faire une analyse politique sur des faits que l'on ne connaît qu'à peine... ou que l'on ne connaît que sur base d'indiscrétions (ou d'une enquête parallèle) et qui sont évidemment à prendre avec énormément de prudence.

Alors, enfin, il y a le silence des intellectuels. Ceux qui avec un peu de recul pourraient analyser ces événements disparates, quelquefois très rapprochés dans le temps et très divers. Ces intellectuels, formés à l'analyse des mouvements de société, pourraient aider les journalistes à faire une analyse globale. Malheureusement, cela n'a pas été le cas, parce que ces mêmes intellectuels n'avaient jamais été confrontés à des problèmes de ce type et n'avaient pas les clés d'analyse quand tout cela s'est déroulé.

Résultat, on s'est retrouvés, journalistes de faits divers, obligés d'analyser à chaud des événements d'une rare complexité sans avoir les clés d'analyse au départ, en tâtonnant. Ce que certains d'entre nous ont fait, et plus qu'on ne le pense, a été d'élaborer des hypothèses et de donner tous les éléments d'explications qu'ils pouvaient avoir à leur disposition, afin que les lecteurs puissent juger eux-mêmes de l'intérêt des choses. Les hypothèses que nous avons développées visent à construire une analyse du contexte politique dans lequel se déroule ce type d'affaires. Elles se basent également sur l'explication idéologique possible de ces actes.

Ces hypothèses tentent de cerner une logique de ces actes dont certains apparemment peuvent apparaître illogiques. Il a fallu

parfois des mois, des années, pour qu'on découvre que les actions des tueurs avaient une cohérence qui ne pouvait être que celle d'une déstabilisation politique. Rappelez-vous, au début il ne s'agissait que d'un vol d'armes par-ci, d'une attaque de super-marché par-là, de la liquidation de quelques personnes à des endroits très divers...

— **A.L.** : *Mais justement, n'y a-t-il pas danger de réduction, de trouver à tout prix une cohérence, une logique qui expliquerait tout, qui organise parfaitement la réalité, alors que celle-ci est souvent cahotique, incohérente... La tentation d'écrire une belle histoire n'existe-t-elle pas ?*



— **G.L.** : A ma connaissance, il n'y a jamais eu d'histoire, de roman, qui ait été écrit sur les « Tueurs du Brabant ». Dans les articles que j'ai pu lire, ou que j'ai moi-même rédigés, il s'agissait d'émettre des hypothèses, de formuler des questions, de tracer des axes d'analyses, rien de plus... et en tout cas pas d'écrire un roman. Nous, journalistes, avons, je crois, énuméré avant tout les faits. Aux lecteurs à essayer d'interpréter ces faits. Nous n'avons pas le droit d'établir une conclusion définitive dans ce genre d'affaires.

— **A.L.** : *Cette nécessité morale d'essayer de comprendre le pourquoi de ce type d'affaires, pour toi qui l'occupes d'habitude plus des sujets de société, n'est-ce pas un problème supplémentaire ? Ne*

*serait-ce pas aux journalistes de la rubrique politique à prendre le relais ?*

— **G.L.** : Les journalistes politiques ne peuvent pas en ce domaine faire une synthèse dans la mesure où ils n'ont pas à leur disposition les éléments de base qui nourrissent leur synthèse. Ce sont des éléments qui viennent du monde judiciaire et uniquement du monde judiciaire... par des canaux très privilégiés d'information.

Par contre, ce qui est arrivé dans certaines rédactions, c'est qu'il y a eu des échanges de vues entre journalistes de faits divers et journalistes politiques pour essayer justement de dégager une logique, une

tromper l'opinion publique. Il ne peut pas non plus faire le jeu dans ce cas, des « Tueurs du Brabant », que de certains des enquêteurs, puisqu'il est aujourd'hui établi que tous les enquêteurs ne sont pas sur la même longueur d'onde.

Ceci implique un imbroglio d'informations assez détonnant du point de vue politique et judiciaire. Les journalistes, au milieu de tout cela, doivent s'en référer à des règles déontologiques très strictes, règles définies en associations professionnelles, tant au niveau national qu'international. A savoir, que ce n'est pas faire le jeu des terroristes que d'essayer d'expliquer le contexte, d'expliquer les tenants et les

aboutissants de leurs actions. D'expliquer qui sont vraiment ces gens, dans leurs forces et dans leurs faiblesses, ce n'est pas faire leur jeu, c'est les remettre la plupart du temps, à leur réelle dimension.

Le rôle du journaliste est aussi d'interpellier le pouvoir politique et judiciaire. A côté des enquêtes judiciaires (qui doivent se dérouler selon une certaine déontologie), à côté des interprétations politiques diverses (ce qui est tout à fait normal en démocratie), il est important de ne pas oublier d'analyser les décisions qui sont prises par l'Etat dans la répression des actes de terrorisme. C'est donc ne faire le jeu de personne, mais simplement de la démocratie, que de dire aux dirigeants politiques « pourquoi prenez-vous telle ou telle décision dans ces luttes contre le terrorisme sachant qu'elles peuvent avoir des répercussions dangereuses pour l'ensemble de la population et pour d'autres problèmes qui pourraient surgir ailleurs ».

L'exemple le plus typique a été pour nous, bien entendu, de démontrer qu'il était inutile et dangereux de mettre l'armée, les paracommandos dans les rues, soi-disant pour soulager la gendarmerie dans le cadre de la lutte contre les attentats des « Tueurs du Brabant » et des C.C.C. Ce n'était évidemment pas une masse d'hommes en uniformes dans les rues qui pouvait arrêter les attentats. C'était peut-être sur pied une organisation plus cohérente pour diligenter les enquêtes. Et notamment de donner aux enquêteurs des moyens qui ne soient pas freinés par des guerres de police...

— **A.L.** : *Pourrais-tu définir en quelques mots ce que serait pour toi la déontologie, la « mission » du journaliste confronté à ce type d'affaires ?*

— **G.L.** : Pour moi, le rôle du journaliste dans ce contexte est très délicat, dans la mesure où il doit expliquer des choses qui ne sont pas prouvées. Il doit énoncer des hypothèses à partir de faits qui sont en principe secrets. Il ne peut pas

aboutissants de leurs actions. D'expliquer qui sont vraiment ces gens, dans leurs forces et dans leurs faiblesses, ce n'est pas faire leur jeu, c'est les remettre la plupart du temps, à leur réelle dimension.

Le rôle du journaliste est aussi d'interpellier le pouvoir politique et judiciaire. A côté des enquêtes judiciaires (qui doivent se dérouler selon une certaine déontologie), à côté des interprétations politiques diverses (ce qui est tout à fait normal en démocratie), il est important de ne pas oublier d'analyser les décisions qui sont prises par l'Etat dans la répression des actes de terrorisme. C'est donc ne faire le jeu de personne, mais simplement de la démocratie, que de dire aux dirigeants politiques « pourquoi prenez-vous telle ou telle décision dans ces luttes contre le terrorisme sachant qu'elles peuvent avoir des répercussions dangereuses pour l'ensemble de la population et pour d'autres problèmes qui pourraient surgir ailleurs ».

L'exemple le plus typique a été pour nous, bien entendu, de démontrer qu'il était inutile et dangereux de mettre l'armée, les paracommandos dans les rues, soi-disant pour soulager la gendarmerie dans le cadre de la lutte contre les attentats des « Tueurs du Brabant » et des C.C.C. Ce n'était évidemment pas une masse d'hommes en uniformes dans les rues qui pouvait arrêter les attentats. C'était peut-être sur pied une organisation plus cohérente pour diligenter les enquêtes. Et notamment de donner aux enquêteurs des moyens qui ne soient pas freinés par des guerres de police...

Propos recueillis par Babar  
le 20 février 1988



=====  
souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.  
=====



## MEXIQUE

## Mosaïque de la démocratie mexicaine

LES larbins du Vatican ont, une fois de plus, frappé en montrant leur agressivité et leur pouvoir à Mexico, et ailleurs dans les principales villes mexicaines. A la fin du mois de janvier eut lieu, au Musée d'art moderne de Mexico, une exposition des peintures d'un dénomé Rojas. Ses

convictions et une insulte aux Mexicains ».

Dans les caveaux où nichent les coupoles de l'obscurantisme et la méchanceté des inquisiteurs d'antan, se réunirent toutes ces personnes manipulées, ces « ouailles », ces « enfants de Dieu ». Elles firent, plus tard, une

et de ses quarante voleurs ! » (sic). Cette résidence, vous l'aurez compris, représente le Vatican. Ces « fous de Dieu » envahirent le musée en menaçant de tout détruire. Finalement, l'auteur de ces peintures dut, tout simplement, les retirer.

Un fait curieux se produisit lorsqu'un autre peintre, nommé Cuevas (marxiste jusqu'à la moëlle), déclara, lors d'une interview à la radio : « C'est une atteinte à la libre expression. Je ne suis pas en accord avec le contenu des tableaux, parce que la Vierge de Guadeloupe représente le symbole du peuple mexicain. » Voici donc les athées d'un nouveau genre, des opportunistes.

Dans le même temps, deux élèves de l'Institut d'arts visuels de la ville de Puebla, Angela Perelló et Maria Raquel Hernández, avaient peint au début du mois de février un bus de civils, où trois Israéliens et trois Palestiniens sont morts, le 7 mars dernier. On les comprend : trois morts à quatre-vingt-six (chiffres ô combien provisoires), quelles brutes, ces Palestiniens ! Shamir, embarrassé tout de même d'opposer un refus total à l'ami américain qui lui veut tant de bien, s'est réfugié derrière la « consultation du peuple israélien », c'est-à-dire l'avance des élections, prévues le 1<sup>er</sup> novembre, à la fin du mois de juillet.

descente en ville, marchant dans la rue en proférant des menaces et en poussant des cris hystériques du style : « Vive le Christ Roi ! », « Vive le Grand Hiérarque résidant dans la caverne d'Alibaba

problèmes de circulation. Les croyants, rouges de colère (comme des diabolins), manifestèrent pour protester.

## Dans le monde du travail

Pendant que le gouvernement de la république tolère et se soumet aux exigences agressives de la caste catholique, les peuples de l'intérieur du pays vivent dans la misère et leur faim est endémique. C'est particulièrement dans ces instants que les vaitours de la politique vont chercher à rentrer dans le cirque parlementaire, et en particulier dans le jeu des élections présidentielles. Pendant que les paysans travaillent, on les fait taire pour ne pas déranger la digestion de ceux qui gouvernent. Un article de Lopez Dominguez décrit la situation dans certaines régions, une situation proche de l'esclavage. « Lorsqu'on vend un terrain, on vend également les journaliers travaillant sur ce terrain. (...) Dans l'Etat de Tamaulipas, cent familles accaparent plus de deux millions d'hectares », dit la Union Nacional de Trabajadores Agrícolas.

## Le monde universitaire

Les professeurs et les étudiants s'affrontent aux menaces du recteur de l'Université de Mexico. Il y

a environ un an, eut lieu une lutte dure, menée par les professeurs et les étudiants parce que, à la veille d'un congrès universitaire (devant rassembler les professeurs, le conseil d'université et les étudiants) qui devait étudier les bases d'une réforme fondamentale des structures actuelles de l'université, le conseil rompit les relations avec les deux autres composantes.

A cette provocation, orchestrée par le gouvernement (le recteur est membre du parti gouvernemental), la Commission unificatrice universitaire (C.U.U.) répondit par la lutte, demandant à ce que le conseil d'université réintègre le congrès sous peine de grève générale à durée indéterminée. Une manifestation, ayant pour but de protester contre cette provocation et de rejeter le « Pacte de solidarité » (dont nous avons parlé dans un précédent *Monde libertaire*), fut organisée.

Aux universitaires se joignirent tous les partis d'opposition, soit 200 000 personnes présentes lors de la manifestation. Malgré cela, le conflit demeure, et les étudiants sont décidés à ne pas se laisser faire, ni par le rectorat ni par le gouvernement.

De notre correspondant  
au Mexique  
Relations internationales



tableaux représentaient la « Vierge » de Guadeloupe (patronne des catholiques) avec des caractéristiques qui, d'après les troupes de croyants fanatiques de cette religion, « étaient une offense à leurs

## TERRITOIRES OCCUPÉS

## Tirs de barrage pour un plan inutile

POUR un peu, il nous ferait pitié, le malheureux V.R.P. de la « volonté de paix » des Etats-Unis au Proche-Orient ! En plus d'un mois de galère de Jérusalem à Damas et du Caire à Amman, voilà plus d'un mois qu'il répète son numéro auprès de Shamir, de Pères, de Moubarak, de Zeid el Rifa (Premier ministre de Jordanie : le roi Hussein s'est fait porter pâle), d'Assad. Et tout ça pour rien... George Shultz a beau se démener, déclamer sur tous les tons qu'« il est possible de faire de 1988 l'année de la Paix », aucun « acheteur » potentiel ne trouve le produit bien ragotant : un remake rance des accords de Camp David, avec, à la clé, un calendrier fixant à avril l'ouverture d'une conférence entre Israël, la Jordanie et, théoriquement, la Syrie, pour mettre au point le retrait des troupes israéliennes à Gaza et en Cisjordanie ; début décembre, élection (« libre », bien entendu) d'un conseil exécutif palestinien.

## Réactions au plan pour l'autogestion

Ce Conseil deviendrait l'interlocuteur principal lors des négociations pour un statut définitif des territoires, qui devraient commencer en janvier 1989. Le tout porte le joli nom de plan pour l'autogestion, à court terme, des territoires. Les réactions vont des hauts cris d'horreur aux refus polis, en passant par les faux-fuyants et les haussements d'épaule. Les cris d'horreur viennent bien sûr de la droite israélienne : deux mille personnes sont venues manifester sous les fenêtres du Conseil israélien, où se trouvait Shultz, aux cris de « Israël n'est pas

à vendre, la paix en échange de la paix, le terrorisme ne nous fera pas plier »... Droite qui s'est trouvée confortée par l'attentat contre un bus de civils, où trois Israéliens et trois Palestiniens sont morts, le 7 mars dernier. On les comprend : trois morts à quatre-vingt-six (chiffres ô combien provisoires), quelles brutes, ces Palestiniens ! Shamir, embarrassé tout de même d'opposer un refus total à l'ami américain qui lui veut tant de bien, s'est réfugié derrière la « consultation du peuple israélien », c'est-à-dire l'avance des élections, prévues le 1<sup>er</sup> novembre, à la fin du mois de juillet.

Shamir a trouvé un parapluie en la personne de Pères. Le chef travailliste a trop de poids, dans une période de cohabitation, pour que l'on puisse l'occulter : le fait que cinq ministres travaillistes se soient opposés au plan Shultz constituait pour Shamir une excuse presque valable pour envoyer paître l'Américain. Pères, et avec lui une large fraction du mouvement — en pleine expansion — « Paix Maintenant », tient dur comme fer à son projet de conférence internationale, incluant l'O.L.P. Son projet va même au-delà. Le 11 avril 1987, Pères a officieusement, mais clairement, établi avec le roi Hussein de Jordanie son plan de paix à lui : celui-ci consiste à reconnaître « les droits légitimes du peuple palestinien », et donc à négocier avec son représentant, l'O.L.P. (à l'exclusion de « ceux qui utilisent la violence et la terreur »), et de mettre en place, au cours d'une conférence internationale, la restitution des territoires occupés, y compris Jérusalem-Est.

Un plan qui va très nettement dans le sens d'une gestion par les

bourgeoisies palestinienne, jordanienne et israélienne, des territoires occupés. Au fond, le plan Shultz propose-t-il vraiment autre chose ?

La Jordanie a elle aussi refusé le plan Shultz, refusant toute négociation qui se situerait en dehors d'une conférence internationale. Assad, voyant le plan Shultz capoter, a contribué à le couler, en déclarant refuser toute négociation sous l'égide des Etats-Unis, tant que ceux-ci n'auraient pas levé les sanctions prises à l'encontre de la Syrie en 1986. Moubarak, partant sans doute du principe qu'il n'y avait rien à perdre en donnant son accord de principe à une conférence que rien ne pouvait plus sauver, s'est fendu de quelques paroles réconfortantes au V.R.P. épuisé, affirmant que son plan était, somme toute, « très prometteur »...

L'O.L.P., qui, officiellement, n'avait pas voix au chapitre, a néanmoins été au centre de toute les négociations ratées de George Shultz.

Arafat a déclaré, le 27 février, qu'une délégation de Palestiniens de l'intérieur était prête à le rencontrer. Ce qui ne signifie pas que l'ensemble de l'organisation, et à plus forte raison l'ensemble des Palestiniens de l'intérieur, voient un réel espoir dans le plan Shultz. Certes, Arafat craint que la fraction pro-jordanienne de l'organisation n'accepte de participer, officieusement sans doute, mais réellement, aux négociations sur l'avenir des territoires occupés. Ce qui entérinerait l'éviction officielle de l'O.L.P. dans ces négociations. Or, l'organisation ne craint rien tant que d'être, une fois de plus, évincée (ce qu'elle était, de fait, quelques semaines

encore avant que ne se déclenche la « révolution des pierres »).

## Shultz battu en brèche

Certes, elle s'est réhabilitée depuis, en jouant un rôle actif dans la lutte des Palestiniens sur le terrain : les communiqués du « commandement unifié dans les territoires » ont été suffisamment suivis pour jouer un rôle certain dans la cohésion de la révolte. Mais cela ne signifie pas que l'O.L.P. soit reconnue par les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie comme leur « représentant unique et légitime ». Elle-même ne se fait pas d'illusions sur ce point. L'O.L.P. redoute également son éviction sur la scène internationale. L'attentat du 7 mars, revendiqué par le Fatah, avait entre autres buts de rappeler à ses interlo-

cuteurs internationaux que l'O.L.P. était encore incontournable.

Shultz a été battu en brèche à cause d'une multitude de conflits de pouvoir, plus que pour l'indigence de son plan. D'ailleurs, aucune des fins de non-recevoir qu'on lui a présentées ne sont irrévocables.

Pendant ce temps, la situation s'envenime encore, sur le terrain. L'armée inaugure une nouvelle trouvaille, le canon à gravier. Les colons se radicalisent et multiplient les raids punitifs. Le discours de l'extrême droite religieuse, sur le thème de la nécessaire déportation des Palestiniens, prend des consonances de plus en plus nauséabondes. Et le pire est très probablement à venir. Combien de morts faudra-t-il encore pour parvenir à l'indispensable, à l'inéluctable décolonisation ?

Pascal CHOISY





NOTE DE LECTURE

La fascination du pouvoir

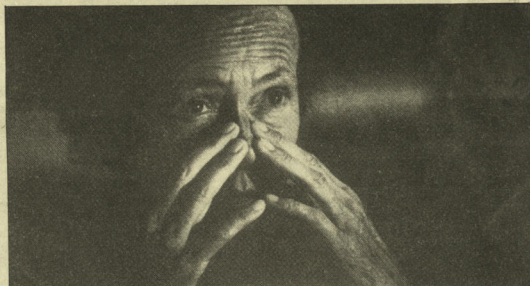
C E livre de 600 pages (1) publié l'année dernière aux éditions Acropole peut être considéré comme une véritable histoire universelle des femmes face au pouvoir de l'homme.

Romancière américaine (2), Marilyn French s'appuie dans cet ouvrage sur de nombreuses disciplines : anthropologie, histoire, théorie politique, théologie, etc. Elle nous raconte notamment comment l'être humain vécu en harmonie avec la nature pendant des millénaires. Il cueillait des fruits et des plantes et avait la plupart du temps des relations égalitaires et anti-autoritaires avec ses semblables (hommes et femmes).

Les relations avec la nature

Certes, cet univers n'était pas l'Eden. Parfois, la rivière se tarissait, le gel détruisait les provisions, la végétation se faisait rare... C'est ainsi que progressivement, on commença à semer et à récolter, on se mit à chasser, on éleva des digues... A chaque nouvelle découverte, les relations entre les humains et la nature se modifièrent. Du sentiment

de participer pleinement au grand équilibre cosmique du monde végétal et animal, on en vint à prendre de la distance par rapport aux créatures que l'on chassait, par rapport à l'environnement que l'on manipulait.



Contrôler et dominer devint alors la règle d'or. La femme, particulièrement et biologiquement associée à la nature (cycles menstruels, procréation...), pâtit peu à peu de cette évolution des mentalités. Longtemps admirée parce qu'elle était plus proche de la nature que les hommes, elle se mit à être rabaisée,

dominée et exploitée comme la nature elle-même.

La reconnaissance du rôle de l'homme dans la procréation provoqua le déclin nécessaire ; la femme était comme la terre (que l'être humain commençait à travailler),

riche en fertilité certes, mais vide jusqu'à ce qu'une « graine » prenne racine en elle (on ignorait alors qu'il fallait deux « graines » pour faire un enfant). Apparemment maître de la procréation, l'homme se mit à voir la femme comme un être non seulement inférieure, mais également dangereux car proche d'une animalité qu'il cherchait à fuir.

La morale patriarcale

Après ce travail de recherche anthropologique qui fourmille de multiples exemples extrêmement intéressants, Marilyn French nous entraîne au cœur de la morale patriarcale, à savoir le culte du pouvoir, puis elle nous trace une esquisse de la vie des femmes sous le

patriarcat dans la Grèce et la Rome antiques, tout au long du Moyen Age et jusqu'à nos jours.

Mais le prix à payer au patriarcat l'est non seulement par ceux qui le subissent directement, mais aussi par tous ceux qui tiennent les rênes. La supériorité s'exprime sous forme de hiérarchie, laquelle exige des gens qu'ils soient bien intégrés, de façons diverses et précises. C'est ainsi qu'est décrite la condition des hommes sous le patriarcat, notamment aujourd'hui.

Enfin, Marilyn French passe en revue l'ensemble des courants, qui, à travers le féminisme, nous apporte une autre façon de voir ; elle analyse en profondeur les obstacles s'opposant à la vision féministe d'un nouvel ordre socio-politique, égalitaire et non hiérarchisé. Un livre, donc, à lire par tous ceux et toutes celles qui refusent de renforcer la fascination du pouvoir et qui luttent pour une « alternative morale fondée sur de réelles valeurs humaines » (3).

Eric DUSSART (Gr. Benoit-Brouchoux de Lille)

(1) Disponible à la bibliothèque de prêt du Centre culturel libertaire de Lille.

(2) Toilettes pour femmes, Laffont, 1978, et Les bons sentiments, Acropole, 1980.

(3) Pour tous ceux et toutes celles que la lutte féministe intéresse, une table ronde sera organisée à ce sujet par le Centre culturel libertaire Benoit-Brouchoux, le samedi 26 mars de 15 h à 19 h. Avec la participation notamment des Cahiers du féminisme (revue publiée par la L.C.R.), de l'association lilloise « Du côté des femmes » et des militantes de la Fédération anarchiste.

En passant par la rue de Seine...

ARRÊTEZ-VOUS donc au numéro 25, à la galerie Etienne de Causans, où vous découvrirez avec joie le beau travail du peintre basque espagnol Xabier Aguirre. Eloigné des modes qui fleurissent dans ce quartier de galeries au rythme des saisons, sinon des mois, Aguirre suit fidèlement son chemin, depuis une dizaine d'années qu'il vit en paysan de Paris, et qu'il peint régulièrement, 6 heures par jour, dans le secret plein de musique et d'odeurs enivrantes de son atelier de la rue de Charenton.

Et cela donne... des formes amples, des couleurs rutilantes et chaudes d'ocres, de bruns, de verts, de bleus, une matière généreuse, en constant rapport avec la terre — ses labours, ses déserts, ses reliefs —, d'immenses motifs — personnages, montagnes, rivières, navires... —, évidences solides à partir desquelles le peintre éclabousse sa toile de rythmes appuyés mais très libres. Car cette connivence avec une réalité figurative n'est que le préambule de l'intense moment où le pinceau se mettra à danser. Et, à la suite du peintre, nous entrons dans l'abstraction de cette danse qui construit l'espace, bouleverse les plans, frôle tous les dangers de l'équilibre et de la profondeur, s'éloigne indéfiniment du centre, du sujet, afin de souligner la splendeur et la toute puissance de la lumière sur la matière.

De ce langage si personnel, si fidèle à lui-même, mais qui reste en évolution permanente, vous vous régalez à plaisir, accrochant d'abord votre œil aux thèmes qui s'offrent, puis entraînés par une multitude de signaux, d'ombres, de traits, dans la profondeur de la toile, pour une exploration attentive de chaque centimètre carré, dont vous sortirez éblouis.

Puis, à côté des grands formats, les petits paysages, peut-être encore plus denses, donnent un très fort sentiment d'unité. Le regard d'Aguirre, qui a autant travaillé la terre qu'il l'a contemplée, de par ses origines paysannes, a le don de transformer chaque petit coin du monde en paysage visionnaire. Jamais d'anecdotique ni de pitoresque, mais un lieu du centre du monde, qui révèle quelque chose d'essentiel sur la vie, et sur la création. C'est d'un grand peintre, vraiment !

Alors allez voir ; peut-être aurez-vous, en plus, la chance de rencontrer le peintre, son sourire accueillant et sa voix chaleureuse. Il s'excusera presque d'exposer dans ce quartier... et vous invitera sans doute à boire un café.

Florence GUILLAUME

Xabier Aguirre (peintures), galerie Etienne-de-Causans, 25, rue de Seine, 75006 Paris (du 3 mars au 2 avril 1988).



MICHEL RAGON « Le Marin des sables »

APRÈS Les mouchoirs rouges de Cholet, La Louve de vent, Michel Ragon a choisi pour thème de son nouveau roman d'aventure la filibuste et les Amériques.

Le héros, un jeune Olonnois, s'est embarqué pour le Nouveau Monde, fuyant la misère et les crimes : sa mère a été assassinée par les dragons du Roy.

Il apprendra des rudiments du métier de marin au cours d'une traversée somme toute assez calme, excepté une tempête et la noyade d'un moine qui « a pensé voir une baleine et, se prenant pour Jonas, lui a sauté à la gueule ».

Le choc à l'arrivée dans l'île de Saint-Domingue sera d'autant plus rude : son maître, un boucanier, lui a avancé les frais du voyage, et il tient à récupérer son argent, au centuple.

Ragon nous dépeint cette société d'hommes, de boucaniers, retournés à la barbarie et où règne l'esclavage. Les esclaves, blancs — les noirs coûtent trop cher — ont pour unique ambition, non la révolte, mais le changement dans la continuité... devenir maître à leur tour.

L'Olonnois s'échappera de ce cloaque pour rencontrer les indiens Arawaks, ultimes rescapés du colonialisme espagnol. Là survit une société sans Etat, comme aurait aimé l'étudier Pierre Clastres. Une société d'abandon où deux heures de travail suffisent pour vivre. Mais la soldatesque espagnole détruira ce paradis perdu, tuant Caona, la compagne de l'Olonnois.

Après un long voyage, la Filibuste de l'île de la Tortue l'accueillera. Simple marin s'étant

illustré par son courage et sa sauvagerie, l'Olonnois deviendra amiral d'une flotte corsaire.

Avec sa verbe habituelle, Ragon plonge le lecteur dans l'ambiance de cette île découverte près de cent ans plus tôt par Christophe Colomb. La Tortue, pour son gouverneur nommé par Colbert, c'est « le paradis terrestre quoi, juste avant que le Bon Dieu ait l'idée saugrenue de créer Eve ».

En fait, cette « société » ne vit que de rapines, de « chasse partie » — la poursuite des bateaux espagnols chargés d'or ou d'épices —, de saccages des villes côtières d'Amérique du Sud.

CINÉMA

« Soigne ta droite »

J.-L. Godard

A VEC Soigne ta droite, le boulimique Godard nous invite cette fois à un voyage, semble-t-il, sans retour. Godard qui a fait ses comptes (définitifs ?) avec « le » film, mais pas avec « le » cinéma, nous embarque dans une arche de Noé en forme d'aéroplane dont nous serions les animaux naufragés.

Rites, codes, théâtralisation, Godard ne fait que comptabiliser dans ce huis clos aérien, le pathétique burlesque de toute existence immanquablement vouée au crash final. La vie, l'amour, la mort ne sont plus que des masques qui ne dissimulent rien... de pauvres mots (ou maux ?) désormais béants dans lesquels ne s'engouffre plus guère que la sanctification béate d'un message-image finalement aussi expressif que la « neige » de l'écran tété à la fin du programme. Un « après » qui justement, pour Godard, reste (peut-être) à inventer, au seuil d'une nouvelle lumière.

Peu de chances de vous gondoler avec ce Suisse qui a le chic pour nous faire marcher dans le caca de nos âmes, avec son cynisme irritant comme toujours, mais comme toujours traversé de vraies fulgurances qui vous laissent sur le cul.

Godard, cet agent immobilier qui voudrait vous louer « une place habitable sur la terre » ou, plus simplement, un indispensable emmerdeur !

Daniel ALFANDARI

REVUE DE PRESSE

La presse entre les lignes

SI vous êtes comme moi un dévoreur de journaux toujours à l'affût de l'information, du bon reportage ou du scoop explosif, vous devez de lire Revue de presse. Un nouveau journal très sympathique, un huit pages d'un format un peu plus grand que le Canard enchaîné qui paraît un vendredi sur deux. Revue de Presse se présente comme « le consommateur de médias », Exit le gentil « Courrier des lecteurs » de la plupart des gazettes. Les rédacteurs de Revue de Presse lisent tous les journaux, écoutent les radios et regardent les télévisions. Ce que nous propose l'équipe de ce journal, c'est tout simplement de lire la presse entre les lignes.

Dans ses deux derniers numéros (n° 7 et 8), Revue de Presse s'intéresse par exemple à la mort du *Matin* et raconte les derniers moments de ce journal. Du *Figaro* à l'*Humanité*, Revue de Presse n'épargne personne et dénonce tout ce qui peut ressembler, de près ou de loin, à de la censure. Dans ses derniers numéros, Revue de Presse donne la parole à des gens comme Dominique Jamet (après son éviction du *Quotidien de Paris*), Alain Moreau (à propos des attaques contre *Suicide, mode d'emploi*) ou à Robert Crémieux (mis au placard de l'*Humanité* pour « délit de rénovation »). Revue de Presse parle aussi de pub, d'édition ou de musique.

Des informations souvent inédites et qui le restent. La presse n'aime pas trop se regarder. Il faut lire Revue de Presse. C'est une façon raisonnable d'être un consommateur averti de médias. Un sacré pied-de-nez à cette idée reçue qui dit : « c'est vrai puisque c'est écrit dans le journal ».

Pascal DIDIER





PIERRE JUQUIN

## Un candidat super-banania

**A**VEC Pierre Juquin, on peut se demander si nous ne sacrifions pas un peu facilement au goût du jour. Valeur montante à la Bourse de la politique politicienne, on peut le placer d'emblée comme « potiche » au milieu des autres, dans la boutique des vedettes médiatiques et bêtes de scène, et décréter qu'à ce titre il ne présente pas grand intérêt !

Tout au plus expliquer, une fois encore, les mécanismes qui qui construisent le système à mettre en avant des hommes neufs (?), en fonction de ses besoins et des illusions de renouvellement à entretenir. Juquin n'est en fait qu'une ombre supplémentaire agitée par le système pour qu'on oublie que la réalité criante se situe à l'opposé.

Pourtant, si juste que soit ce réflexe, il me semble trop facile car il évacue une fois de plus les implications que suppose toute analyse serrée de la réalité.

### Itinéraire de l'homme

Né en 1930, Pierre Juquin va au lycée de Clermont-Ferrand. Il monte ensuite à Paris pour y préparer Normal-Sup. Il s'avoue marqué par « l'exaltation du Parti dans la Résistance » dès 1944... « J'étais fasciné par les communistes qui me semblaient être les seuls à vouloir vraiment changer le monde » (1).

Il adhère d'abord au R.P.F. (Rassemblement du peuple français, gaulliste) au début des années 50 (2), puis il entre au parti communiste en pleine guerre froide... en 1952. En 1958, année où il commence réellement à militer dans le parti, il est élu président dans un comité de défense de la République dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, après le putsch d'Alger.

Il est élu au comité fédéral de Paris par la suite. C'est à partir de ce moment qu'il se spécialise dans les questions militaires. Il rédige

même un livre sur la paix et la guerre qui a été reproduit par... les militaires et diffusé jusqu'au rang de général à tous les officiers.

Il est élu au comité central par le XVII<sup>e</sup> congrès du parti en 1960. En 1963, il représente le parti à une réunion houleuse du secteur contestataire de l'Union des étudiants communistes (U.E.C.) (3). A partir de ce moment-là, il va, avec Roland Leroy notamment, être chargé du secteur des étudiants communistes par et pour le P.C.F. Il y assurera le maintien de l'ordre et les opérations de basse police.

En 1965, lors du VIII<sup>e</sup> congrès de l'U.E.C. (4), il est avec Leroy à la tribune, en digne représentant du communisme français. Lorsque les staliniens rétablissent l'ordre — physiquement — face à l'opposition de « gauche », Pierre Juquin et Leroy regardent d'un œil bienveillant le déroulement d'une « pratique » des débats « à la sauce stalinienne ». En 1967, il est député de l'Essonne à Grigny. En décembre de cette même année, en collaboration avec Leroy, il tente une opération de séduction et de récupération auprès du président du S.N.E.-S.U.P. fraîchement élu, A. Geismar, sans succès...

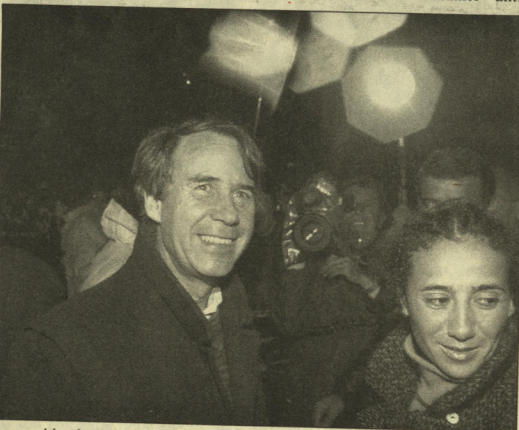
En 1968, le 24 avril précisément, P. Juquin se rend à l'amphi D.1 de la fac de Nanterre, à l'invitation des étudiants communistes. Spécialiste des questions universitaires, il y va pour développer les thèses du parti. Les militants du mouvement du 22-Mars, avec Cohn-Bendit à leur tête, étaient bien décidés à engager un débat d'idées avec ce digne représentant du stalinisme, afin de ridiculiser et l'appatchik et les thèses qu'il soutenait.

Les militants de l'U.G.C. (marxistes-léninistes), avec Linhart à leur tête, en décidèrent autrement et attaquèrent la tribune aux cris de : « Judas-Juquin ! ». Celui-ci s'enfuit par la porte du fond et sera

affublé dès lors du surnom de « Juquin-petit-lapin » par les maos de l'époque.

En 1969, P. Juquin assurera, au côté de G. Molina (secrétaire de l'U.E.C.) et de quatre cent « solidaires » militants communistes, le bon déroulement du scrutin universitaire à Vincennes. Tout ce beau monde se retranchait dans les salles de vote.

L'année 1973, P. Juquin est réélu député à Grigny avec un score fort



honorable de 57 % des voix. En 1974, il est chargé au sein du P.C.F. des problèmes de l'enseignement. En novembre 1976 — après le XXII<sup>e</sup> congrès du parti communiste —, il assiste avec Althusser (5) au rassemblement organisé par le Comité des mathématiciens (6) en faveur de la libération de Boukovski et d'autres prisonniers politiques dans le monde. Juquin et Althusser, tous deux membres du comité central, étaient délégués par le parti. C'est à cette occasion, et à la tribune, que Juquin serra la main de Leonid Ploutch. Pierre Juquin lira un texte, mis au point par le bureau politique, texte qui avait pour but de rassurer avant tout les Soviétiques et les adversaires de l'ouverture au sommet du B.P. (7).

En 1979, P. Juquin entre au bureau politique du parti. C'est en tant que membre du bureau que Juquin succédera à J. Kanapa et Charles Fiterman à la tête du staff de G. Marchais. En 1981, pendant la campagne présidentielle, Juquin, responsable à la propagande du parti, préside un groupe de travail chargé de rédiger les tracts nationaux du P.C.F. (8).

En septembre 1984, lors d'une session du comité central — préparatoire au XXV<sup>e</sup> congrès de février 1985 —, sur les quatre-vingt intervenants, un seul refusera de voter le rapport et s'abstiendra : Félix Damette. C'est à partir de 1985 que Pierre Juquin, par ses prises de position, se mettra peu à peu en congé de parti. Son poste de porte-parole officiel lui sera retiré, puis son poste au sein du bureau politique.

En 1987, il s'en écartera définitivement pour se lancer dans la campagne présidentielle en tant que candidat.

### L'homme en question

Ce rappel des événements importants de la carrière de Pierre Juquin nous éclaire sur certains aspects de sa personnalité. Ancien élève de Normal-Sup, cet agrégé d'allemand a su se faire craindre de la direction

du parti. Celle-ci a décelé chez l'intellectuel un penchant libéral, une certaine velléité d'autonomie (de pensée) et un esprit assez vif.

Son appétit de pouvoir était si peu dissimulé qu'au parti certains le surnommèrent « monsieur le ministre ». Pour parvenir jusqu'au scénario (conseiller du prince G. Marchais), Juquin a dû faire ses preuves. Il a, de fort belle manière, mené toutes les batailles anti-

moindre geste de solidarité. Mieux même, il les couvrait d'opprobre au nom du P.C.F., du centralisme et de la sainte trinité marxiste.

Voilà ce qui nous autorise à être plus que circonspects sur la conversion tardive de ce Juquin-là !

### L'homme face à son programme !

Démagogique à souhait, Juquin candidat nous promet « Tout »... La lune étant déjà passablement encombrée, il nous propose un voyage organisé sur... Marx ! Le nucléaire c'est caca, on arrête tout ! Femmes et hommes, tous égaux ! Les immigrés votent à toutes les élections ! Les 35 heures pour demain ! Le S.M.I.C. à 6 000 F tout de suite ! On se croirait devant le catalogue des Trois Suisses, revu et corrigé style gauchiste.

Evidemment, la cogestion et la nouvelle manière de faire la politique saupoudrent un peu le tout. Ainsi, pour attirer les éternels cocus des joutes électorales (L.C.R., P.S.U.) et les citoyens en manque de chapelle... Juquin se complaît dans ce nouveau rôle de fédérateur, même si, comme Éole, il ne fédère que du vent ! Même s'il sait qu'à terme l'entreprise est vouée à l'échec, car elle ne rassemble que des groupuscules et des personnalités fort éloignées les uns des autres, Juquin occupe le terrain. Il ne disparaît pas de la scène politique et espère venir chatouiller le candidat officiel Lajoinie.

Les vieilles dissensions entre trotskistes et staliniens, ou orthodoxes, ne sont pas tombées d'un coup de baguette magique. Elles sont toujours vivaces, mais aujourd'hui la « trêve armée » permet à Juquin et aux rénovateurs de faire parler d'eux à travers le pays, en s'appuyant sur les divers comités où les trotskistes ne chôment pas, et où Krivine, Assouline, et la L.C.R. se meuvent dans ce vivier inespéré (pour eux) de « gogos » en mal de parti (même nouveau).

L'aventure Juquin est une aventure sans lendemain. Ce qui est scandaleux, c'est que Juquin et son escorte essaient de se forger un passé en récupérant éhontément les luttes des étudiants, des cheminots, des enseignants et des anticaristes ! Comme dit le proverbe : « Il n'y a pire aveugle que celui qui ne veut pas voir ». Juquin dit « ne pas avoir d'adversaires à gauche », mais les anarchistes sauront lui rappeler que le seul combat révolutionnaire se mène loin des urnes et des illusions.

Avant même le premier tour, il appelle à voter Mitterrand au second. On voit vraiment que la « nouvelle approche politique » sent le mois. Et si demain, par hasard, dans un gouvernement Rocard, le sieur Juquin s'occupait de l'Intérieur, les anarchistes s'occuperaient de son postérieur !

EDWARD  
(Gr. de Perpignan)

(1) Voyage à l'intérieur du parti communiste, Harris et Sedouy.

(2) Histoire intérieure du P.C.F., P. Robrieux.

(3) Notre génération communiste, P. Robrieux.

(4) Génération... (tomes 1 et 2), Hamon et Roitman.

(5) Secrétaire du parti aux usines Renault.

(6) Présidé par L. Schwartz.

(7) Ils vous trompent, camarades, J. Ellenstein.

(8) Les communistes, D. Buffin et D. Gerbaud.

## « Ça pourrait s'appeler communisme libertaire »

« LS sont des nôtres ! », c'est du moins ce que l'on pourrait croire en lisant l'entretien surréaliste entre Juquin et Renaud (oui, celui de Société, tu m'auras pas), publié dans Politis n° 7, sous le titre « C'est quoi ta gauche ». Car Renaud, qui explique à Juquin, en guise de préambule, que son cœur balance, au premier tour, entre Waechter « qui incarne les préoccupations écologiques fondamentales » ; Arlette Laguiller, « la passionaria de l'extrême gauche », et le P.C.F., pour lequel il a « une petite tendresse », Renaud finit par choisir Juquin. Après avoir conjuré Tonton de pas laisser béton, mais il s'agissait là du deuxième tour.

Au cours de l'interview, Renaud pose de judicieuses questions, du type : « question impertinente : la présence à vos côtés de David Assouline n'est-elle pas une tentative de récupération ? C'est vous qui êtes allé le chercher ou c'est lui qui est venu à vous ? ». Réponse de Juquin : « (...) il est venu me voir. Nous avons parlé quelques minutes, ça a été rapide. J'ai pensé qu'un jeune homme qui, avec d'autres, avait su conduire un mouvement de cette importance était une force et une grande richesse ».

Suivent deux pages de bouillie de chat de la même boîte de conserve sur le thème de l'armée, des radios libres, de la raison d'Etat... pour en arriver à une fabuleuse découverte : « Enfin Renaud a fait une proposition de définition au candidat afin de nommer la société telle que Juquin la souhaiterait : « Ça pourrait, par exemple, s'appeler le communisme libertaire. » Juquin : « Communisme libertaire, c'est peut-être pas mal ça. On pourrait dire autogestionnaire aussi, ou bien humaniste, car, pour moi, tout cela signifie que le but c'est l'homme, que l'être humain n'est pas un moyen et enfin, que cette société devra se construire dans la transparence par la démocratie directe pour aller vers ce que Marx nommait le dépassement de l'Etat. ».

Sans blague ! Avec beaucoup, beaucoup d'humour, les anarchistes peuvent toujours en rire très, très fort.

Pascal CHOISY

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.